

Art. 2. Le Protocole modifiant le Protocole sur les dispositions transitoires annexé au Traité sur l'Union européenne, au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au Traité instituant la Communauté européenne de l'Energie atomique, fait à Bruxelles le 23 juin 2010, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juillet 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, et de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, la Fonction publique et des Relations extérieures,

J.-L. VANRAES

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente et du Logement,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports,

Mme B. GROUWELS

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique,

B. CEREXHE

Notes

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2010-2011

A-182/1 Projet d'ordonnance

A-182/2 Rapport

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 15 juillet 2011.

Art. 2. Het Protocol tot wijziging van het aan het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie gehechte Protocol betreffende de overgangsbepalingen, gedaan te Brussel op 23 juni 2010, zal volkomen gevolgd hebben.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2011.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J.-L. VANRAES

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken en Vervoer,

Mevr. B. GROUWELS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,

B. CEREXHE

Nota's

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2010-2011.

A-182/1 Ontwerp van ordonnantie

A-182/2 Verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 15 juli 2011.

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2011 — 2046

[C — 2011/31385]

14 JUILLET 2011. — Ordonnance relative à la gestion mixte sur le marché de l'emploi dans la Région de Bruxelles-Capitale

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales et champ d'application*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. La présente ordonnance transpose partiellement la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.

Art. 3. Pour l'application de la présente ordonnance et de ses mesures d'exécution, l'on entend par :

1° « les activités d'emploi » :

a) tout acte d'intermédiation visant à rapprocher l'offre et la demande sur le marché de l'emploi, sans que l'intermédiaire ne devienne partie aux relations de travail susceptibles d'en découler, notamment :

— « l'activité de recrutement et de sélection » : le service presté, sans que l'agence d'emploi privée ne devienne partie aux relations de travail susceptibles d'en découler, pour le compte de l'employeur, ayant pour objet l'engagement ou le placement d'un chercheur d'emploi;

— « l'activité de placement de sportifs professionnels rémunérés » : le service presté consistant en le recrutement et la sélection pour le compte du sportif professionnel rémunéré ou de la personne assimilée se trouvant dans les conditions prévues par l'article 2, §§ 1^{er} et 2, de la

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2011 — 2046

[C — 2011/31385]

14 JULI 2011. — Ordonnantie betreffende het gemengd beheer van de arbeidsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Het Brussels Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen en toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Deze ordonnantie voorziet in de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt.

Art. 3. Voor de toepassing van deze ordonnantie en haar uitvoeringsmaatregelen wordt verstaan onder :

1° « tewerkstellingsactiviteiten » :

a) iedere bemiddelingsdaad bedoeld om de vraag en het aanbod op de arbeidsmarkt op elkaar af te stemmen, zonder dat de bemiddelaar partij wordt bij de arbeidsbetrekkingen die eruit kunnen voortvloeien, inzonderheid :

— « activiteiten van werving en selectie » : de diensten verstrekt ten behoeve van de werkgever, met het oog op de aanwerving of de arbeidsbemiddeling van de werkzoekende, zonder dat het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling partij wordt bij de arbeidsbetrekking die er in gebeurlijk geval uit voortvloeit;

— « activiteiten van arbeidsbemiddeling voor betaalde beroepssportbeoefenaars » : de diensten aangaande de werving en selectie verstrekt ten behoeve van de betaalde beroepssportbeoefenaar of daarmee gelijkgestelde persoon als bedoeld bij artikel 2, §§ 1 en 2, van de wet van

loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail de sportif rémunéré ou pour le compte de l'employeur et ayant pour objet l'engagement dudit sportif professionnel rémunéré ou de la personne assimilée, sans que l'agence d'emploi privée ne devienne partie aux relations de travail susceptibles d'en découler;

— « l'activité de placement d'artistes » : le service presté consistant en le recrutement et la sélection pour le compte de la personne qui fournit des prestations artistiques ou produit des œuvres artistiques, à savoir la création ou l'exécution ou l'interprétation d'œuvres artistiques dans le secteur de l'audiovisuel et des arts plastiques, de la musique, de la littérature, du spectacle, du théâtre et de la chorégraphie, et ayant pour objet l'engagement ou le placement dudit artiste, sans que l'agence d'emploi privée ne devienne partie aux relations de travail susceptibles d'en découler;

— « l'action d'insertion socioprofessionnelle » qui vise pour des chercheurs d'emploi peu qualifiés ou fragilisés l'accès à un emploi couvert par la sécurité sociale et qui peuvent se traduire par des activités d'accueil et de guidance des chercheurs d'emploi pour la détermination de leur projet professionnel et l'accompagnement de sa mise en œuvre dans le cadre d'un parcours d'insertion, l'insertion au travail et l'aide à la recherche d'un emploi;

b) « le service de travail intérimaire » : l'embauche de travailleurs salariés, effectuée par une agence de travail intérimaire, afin de les mettre à disposition d'un utilisateur en vue de l'exécution d'un travail temporaire autorisé par ou en vertu du chapitre II de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs;

c) tous les autres services ayant trait à la recherche d'emploi, sans pour autant viser nécessairement à rapprocher l'offre et la demande sur le marché de l'emploi, à l'exception de la simple publication d'offres et de demandes d'emploi, notamment :

— « l'activité d'outplacement » : l'ensemble de services et de conseils de guidance fournis individuellement ou en groupe par une agence d'emploi privée contre paiement et à la demande d'un employeur afin de permettre à un travailleur licencié ou menacé de licenciement de retrouver lui-même et le plus rapidement possible un emploi auprès d'un nouvel employeur ou de développer une activité professionnelle en tant qu'indépendant, sans que l'agence d'emploi privée ne devienne partie aux relations de travail susceptibles d'en découler;

— la « recherche active d'emploi » : l'activité d'accompagnement réalisée par des opérateurs reconnus par Actiris comme Ateliers de Recherche active d'Emploi, dans le cadre du parcours d'insertion des chercheurs d'emploi et comportant des actions modulaires, individuelles et collectives;

2° « les opérateurs d'emploi » :

a) « Actiris » : l'Office régional bruxellois de l'Emploi, réglementé par l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'Emploi;

b) « agence d'emploi privée » : la personne physique ou la personne morale, indépendante des autorités publiques, qui preste elle-même, pour son compte ou pour compte d'un tiers, ou fait prester par un tiers, une ou plusieurs activités visées au point 1°, a), premier au troisième tiret inclus, b) et c), premier tiret, sous quelque dénomination que ce soit, à titre principal ou accessoire, à titre onéreux ou gratuit, le cas échéant avec ou sans but lucratif, en ce compris la structure de coopération entre cette personne physique ou cette personne morale et les autorités publiques dans le cadre de l'action positive visée à l'article 4, 7°, de l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi, dans la mesure et pour autant que les autorités publiques ne jouent pas un rôle déterminant dans sa création ou direction;

c) « agence de travail intérimaire » : la personne physique ou la personne morale constituée sous une forme commerciale, qui preste elle-même, pour son compte ou pour compte d'un tiers, ou fait prester par un tiers le service visé au point 1°, b);

d) « bureaux de placement scolaires » : les services d'emploi créés par les établissements d'enseignement reconnus ou organisés par l'une des Communautés;

e) « autres opérateurs d'emploi » : tout autre organisme qui exerce une ou plusieurs des activités autres que les activités visées au point 1°, a), premier au troisième tiret inclus, b) et c), premier tiret, dont notamment les organismes de formation et d'insertion socioprofessionnelle ainsi que les agences d'emploi créées par d'autres autorités

24 februari 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars, of ten behoeve van de werkgever, met het oog op de aanwerving van de gezegde betaalde beroepssportbeoefenaar of daarmee gelijkgestelde persoon, zonder dat het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling partij wordt bij de arbeidsbetrekking die er in gebeurlijk geval uit voortvloeit;

— « activiteiten van arbeidsbemiddeling voor kunstenaars » : de diensten aangaande de werving en selectie verstrekt ten behoeve van de persoon die artistieke prestaties levert of artistiek werk voortbrengt, met name de creatie of uitvoering of interpretatie van artistieke œuvres in de audiovisuele en de beeldende kunsten, in de muziek, de literatuur, het spektakel, het theater en de choreografie, met het oog op de aanwerving of de arbeidsbemiddeling van de gezegde kunstenaar, zonder dat het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling partij wordt bij de arbeidsbetrekking die er in gebeurlijk geval uit voortvloeit;

— « de activiteiten van socio-professionele inschakeling » met het oog op de toegang voor laaggeschoolde of kwetsbare werkzoekenden tot een betrekking die door de sociale zekerheid wordt gedekt en die de vorm kunnen aannemen van activiteiten van onthaal en begeleiding van de werkzoekenden voor de bepaling van hun beroepsproject en voor de begeleiding bij de tenuitvoerlegging ervan in het kader van een inschakelingstraject, van beroepsinschakeling en hulp bij het zoeken naar werk;

b) « diensten van uitzendarbeid » : het tewerkstellen door een uitzendbureau van bezoldigde werknemers teneinde dezen ter beschikking te stellen van een gebruiker, met het oog op de uitvoering van een bij of krachtens hoofdstuk II van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, toegelaten tijdelijke arbeid;

c) alle andere diensten met betrekking tot het zoeken naar werk, zonder dat zij noodzakelijkerwijze erop gericht zijn de vraag en het aanbod op de arbeidsmarkt op elkaar af te stemmen, met uitzondering van de loutere bekendmaking van elke werkaanbieding en vraag om werk, inzonderheid :

— « activiteiten van outplacement » : het geheel van diensten en begeleidingsadviezen die individueel of in groep door het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling tegen betaling en op verzoek van een werkgever verstrekt worden, om de ontslagen of met ontslag bedreigde werknemer in staat te stellen zelf en zo spoedig mogelijk weer een baan te vinden bij een nieuwe werkgever of een beroepsactiviteit als zelfstandige te ontwikkelen, zonder dat het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling partij wordt bij de arbeidsbetrekking die er in gebeurlijk geval uit voortvloeit;

— « het actief zoeken naar werk » : de begeleidingsactiviteit die wordt verricht door operatoren die door Actiris als Ateliers voor het Actief Zoeken naar Werk zijn erkend, in het kader van het inschakelingstraject van werkzoekenden en bestaande uit modulaire, individuele en collectieve acties;

2° « tewerkstellingsoperatoren » :

a) « Actiris » : de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, als gereguleerd bij de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling;

b) « particulier bureau voor arbeidsbemiddeling » : de van de overheid onafhankelijke natuurlijke of rechtspersoon die een of meer van de activiteiten als bedoeld onder 1°, a), eerste tot en met derde streepje, b) en c), eerste streepje, onder welke benaming ook, zelf verstrekt, voor eigen rekening of ten behoeve van een derde, of door een derde laat verstrekken, in hoofd- of in bijkomende orde, ten bezwarende of ten kosteloze titel, in voorkomend geval met of zonder winsttoegmerk, met inbegrip van het samenwerkingsverband tussen deze natuurlijke of rechtspersoon en de overheid in het kader van de positieve actie als bedoeld in artikel 4, 7° van de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling, in de mate en voor zover de overheid geen bepalende rol speelt in het aangaan of de leiding ervan;

c) « uitzendbureau » : de natuurlijke persoon of de in handelsvorm opgerichte rechtspersoon die de in 1°, b) bedoelde dienst zelf verstrekt, voor eigen rekening of voor rekening van een derde, of deze door een derde laat verstrekken;

d) « bureaus voor arbeidsbemiddeling in het onderwijs » : de diensten voor arbeidsbemiddeling, opgericht door de onderwijsinstellingen, erkend of georganiseerd door een van de Gemeenschappen;

e) « andere tewerkstellingsoperatoren » : elke andere instelling die een of meer van de activiteiten, andere dan deze als bedoeld in 1°, a), eerste tot en met derde streepje, b) en c), eerste streepje, uitoefent, waaronder inzonderheid de instellingen voor opleiding en socio-professionele inschakeling alsook de bureaus voor arbeidsbemiddeling

publiques, ou dont la majorité des parts sociales ainsi que la majorité des droits de vote sont détenues par celles-ci;

3° « chercheur d'emploi » : toute personne assimilée à un demandeur d'emploi qui, au moment où elle sollicite les services d'une agence d'emploi privée ou d'un opérateur d'emploi, recherche un emploi, qu'elle ait déjà ou non une activité professionnelle, salariée ou indépendante;

4° « activités d'emploi privées » : les activités visées au 1°, a), premier ou troisième tiret inclus, b) et c), premier tiret, prestées par une agence d'emploi privée;

5° « établissement » : lieu d'activité, géographiquement identifiable par une adresse, où s'exercent les activités d'emploi privées ou à partir duquel elles sont effectivement exercées;

6° « Gouvernement » : le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

7° « CESRBC » : le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale;

8° « Administration » : la Direction de la politique de l'emploi et de l'économie plurielle auprès de l'Administration de l'Économie et de l'Emploi du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 4. § 1^{er}. — Dans le cadre de la gestion mixte du marché de l'emploi et sans porter atteinte ni à l'article 4, § 1^{er}, 8°, de l'ordonnance du 27 novembre 2008 relative au soutien des missions locales pour l'emploi et des « lokale werkinkels » ni aux missions attribuées par et en vertu de la loi aux centres publics d'action sociale en matière d'insertion socioprofessionnelle, Actiris a la charge exclusive d'assurer en Région de Bruxelles-Capitale :

1° l'inscription, le contrôle et le traitement centralisé des données individuelles des chercheurs d'emploi qui sont transmises aux organismes de sécurité sociale;

2° la gestion du parcours d'insertion des chercheurs d'emploi. Le Gouvernement peut toutefois confier cette gestion à d'autres organismes pour certaines catégories de chercheurs d'emploi;

3° la mise en œuvre et le suivi des programmes de remise au travail des chercheurs d'emploi inoccupés, visés par l'article 6, § 1^{er}, IX, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

4° la gestion et l'organisation, en tant que responsable du traitement, du réseau informatisé d'échange d'information intitulé « Réseau Actiris des Partenaires Emploi » auquel sont parties les opérateurs d'emploi qui ont signé une convention avec Actiris.

§ 2. — Sont autorisés à exercer des activités d'emploi :

1° Actiris, conformément aux dispositions de l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'Emploi;

2° les agences d'emploi privées pour les activités pour lesquelles un agrément ou une déclaration préalable enregistrée est requise, en application de la présente ordonnance et de ses arrêtés d'application;

3° les bureaux de placement scolaires des établissements d'enseignement notamment pour les activités d'emploi visées à l'article 3, 1°, a) prestées au bénéfice de leurs étudiants pour autant qu'ils aient notifié leurs activités à l'Administration;

4° les agences et les bureaux visés au 2° et 3° et les autres opérateurs d'emploi, pour les activités autres que les activités visées à l'article 3, 1°, a), premier ou troisième tiret inclus, b) et c), premier tiret, et pour lesquelles ils ont conclu une convention avec Actiris conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 18 janvier 2001 ou conformément aux dispositions de l'article 6 de l'ordonnance du 27 novembre 2008 relative au soutien des missions locales pour l'emploi et des « lokale werkinkels ».

Art. 5. Les dispositions relatives à l'agrément et à la déclaration enregistrée au préalable reprises aux chapitres III et IV ne s'appliquent pas aux services suivants :

1° les services de placement visés par la Convention n° 9 de l'Organisation internationale du Travail concernant le placement des marins, adoptée le 10 juillet 1920, à laquelle assentiment a été porté par loi du 6 septembre 1924;

opgericht door een andere overheid, of waarvan die andere overheid een meerderheid van de aandelen alsook de meerderheid van de stemrechten bezit;

3° « werkzoekende » : iedere met een werkloze gelijkgestelde persoon die, op het ogenblik dat hij de diensten inroept van een particulier bureau voor arbeidsbemiddeling of van een tewerkstellingsoperator, op zoek is naar werk, ongeacht of hij al dan niet reeds een beroepsactiviteit uitoefent, als loontrekkende of zelfstandige;

4° « activiteiten van particuliere arbeidsbemiddeling » : de in 1°, a), eerste tot en met derde streepje, b) en c), eerste streepje bedoelde, door een particulier bureau voor arbeidsbemiddeling verrichte activiteiten;

5° « vestiging » : plaats van bedrijvigheid, identificeerbaar aan de hand van een adres, waar of vanaf waar de diensten van uitzendarbeid of de activiteiten van particuliere arbeidsbemiddeling daadwerkelijk worden verricht;

6° « Regering » : de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

7° « ESRBHG » : de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

8° « Bestuur » : de Directie Werkgelegenheidsbeleid en Meerwaarden-economie bij het Bestuur Economie en Werkgelegenheid van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 4. § 1. — In het kader van het gemengd beheer van de arbeidsmarkt en zonder afbreuk te doen noch aan artikel 4, § 1, 8°, van de ordonnantie van 27 november 2008 betreffende de ondersteuning van de « missions locales pour l'emploi » en de lokale werkinkels noch aan de bij en krachtens de wet aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toegewezen opdrachten inzake socioprofessionele inschakeling, is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uitsluitend Actiris belast met :

1° de inschrijving, de controle en de gecentraliseerde verwerking van de persoonlijke gegevens over de werkzoekenden die aan de instellingen van de sociale zekerheid worden overgemaakt;

2° het beheer van het inschakelingstraject van de werkzoekenden. Voor bepaalde categorieën van werkzoekenden kan de Regering dit beheer echter aan andere instellingen toevertrouwen;

3° de tenuitvoerlegging en de opvolging van de programma's voor wedertewerking van de niet-werkende werkzoekenden als bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

4° het beheer en de organisatie, in de hoedanigheid van verwerkingsverantwoordelijke, van het elektronische netwerk voor gegevensuitwisseling genaamd « Actiris-NetWerk van Partners voor Werk » waaraan de tewerkstellingsoperatoren die een overeenkomst met Actiris hebben gesloten, deelnemen.

§ 2. — Is toegestaan, de uitoefening van tewerkstellingsactiviteiten door :

1° Actiris, overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van de Brusselse gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling;

2° de particuliere bureaus voor arbeidsbemiddeling voor de activiteiten waarvoor een erkenning of een voorafgaande geregistreerde aangifte vereist is, overeenkomstig deze ordonnantie en haar uitvoeringsbesluiten;

3° de bureaus voor arbeidsbemiddeling in het onderwijs, inzonderheid de tewerkstellingsactiviteiten als bedoeld in artikel 3, 1°, a), ten behoeve van hun studenten, voor zover zij hun activiteiten aan het Bestuur hebben medegedeeld;

4° de bureaus als bedoeld in 2° en 3° en de andere tewerkstellingsoperatoren, voor de activiteiten andere dan de activiteiten als bedoeld in artikel 3, 1°, a), eerste tot en met derde streepje, b) en c), eerste streepje, en waarvoor zij met Actiris een overeenkomst hebben gesloten overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 van de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van de Brusselse gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling of overeenkomstig artikel 6 van de ordonnantie van 27 november 2008 betreffende de ondersteuning van de « missions locales pour l'emploi » en de lokale werkinkels.

Art. 5. De bepalingen aangaande de erkenning en de voorafgaande geregistreerde aangifte als bedoeld in de hoofdstukken III en IV, zijn niet van toepassing op de volgende diensten :

1° de diensten van arbeidsbemiddeling van zeelieden als bedoeld in het Verdrag nr. 9 van de Internationale Arbeidsorganisatie betreffende de bezorging van werk aan zeelieden, aangenomen op 10 juli 1920, waarmee instemming werd betuigd bij wet van 6 september 1924;

2° les services visés au chapitre II de l'ordonnance du 27 novembre 2008 relative au soutien des missions locales pour l'emploi et des « lokale werkwinkels ».

CHAPITRE II. — Obligations générales

Art. 6. Dans l'exercice de leurs activités d'emploi, les organismes visés à l'article 4, § 2, sont tenus :

1° de ne pas procurer à des chercheurs d'emploi des emplois en rapport avec des activités contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs;

2° de respecter les dispositions de l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi;

3° de ne pas priver les chercheurs d'emploi de leur droit à la liberté syndicale et à la négociation sociale;

4° de respecter les dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et ses arrêtés d'exécution, et de limiter le traitement de données personnelles du chercheur d'emploi aux questions portant sur sa qualification et son expérience professionnelle et à toute autre information directement pertinente, et ce, sans préjudice de la disposition sous 2°;

5° de ne mettre aucune contribution financière à charge des chercheurs d'emploi de manière directe ou indirecte, en totalité ou en partie. Dans l'intérêt des chercheurs d'emploi concernés, le Gouvernement peut, après avis du CESRBC, apporter des dérogations à cette condition pour certaines catégories de chercheurs d'emploi et pour des services spécifiquement identifiés;

6° de ne pas fournir des offres d'emploi qui ne correspondraient à aucune demande réelle;

7° de fournir à l'Administration et à Actiris toute information utile, en tenant dûment compte de leur caractère confidentiel, à des fins de contrôle ou de statistique. Selon les types d'activités, le Gouvernement, après avis du CESRBC, établit la liste des informations qui sont jugées utiles à fournir à l'Administration à des fins de contrôle, la liste à fournir à Actiris à des fins de statistique, ainsi que les modalités de leur transmission;

8° d'apposer certains documents énumérant les droits et obligations des chercheurs d'emploi en un lieu approprié et aisément accessible à ces derniers. Le contenu de ces documents est déterminé par le Gouvernement, après avis du CESRBC;

9° de faire mention dans leur correspondance, dans les contrats et dans les annonces, des données d'information générales déterminées par le Gouvernement, après avis du CESRBC;

10° de ne pas soumettre les activités d'emploi à une condition d'exclusivité dans le chef du chercheur d'emploi, ou à toute autre condition qui aboutirait nécessairement au même effet, sans préjudice des dispositions de l'article 4, § 1^{er};

11° de ne pas soumettre les activités d'emploi à l'obligation dans le chef du chercheur d'emploi d'effectuer des achats ou de faire des dépenses dans un quelconque commerce ou une entreprise;

12° de fournir en temps utile des informations correctes et complètes au chercheur d'emploi concernant les activités visées à l'article 3, 1°, et la nature de l'emploi;

13° de ne pas fournir de services ayant pour but, ou pour effet, de pourvoir au maintien ou au remplacement de travailleurs en cas de grève, d'exclusion ou d'une suspension du contrat de travail conformément aux articles 50 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

14° de ne pas fournir de services aux travailleurs étrangers qui ne satisfont pas aux dispositions régissant leur activité professionnelle;

15° de ne pas récolter de données médicales du chercheur d'emploi qui ne correspondent pas à une exigence liée à la fonction reprise par l'offre d'emploi;

16° de ne pas pratiquer ou faire pratiquer des tests génétiques.

En vue d'une protection maximale du travailleur, le Gouvernement peut déterminer les secteurs professionnels ou les catégories de travailleurs pour lesquels certains types d'activité d'emploi tels que définis à l'article 3 sont interdits. Le Gouvernement peut également, en vue d'une protection maximale du travailleur, imposer des conditions supplémentaires par secteur d'activités professionnelles, par catégorie de travailleurs ou pour ces mêmes types d'activités d'emploi.

2° de diensten als bedoeld in hoofdstuk II van de ordonnantie van 27 november 2008 betreffende de ondersteuning van de « missions locales pour l'emploi » en de lokale werkwinkels.

HOOFDSTUK II. — Algemene verplichtingen

Art. 6. Bij het uitoefenen van hun tewerkstellingsactiviteiten zijn de instellingen als bedoeld in artikel 4, § 2, ertoe gehouden :

1° de werkzoekenden geen arbeidsplaatsen aan te bieden die indruisen tegen de openbare orde en de goede zeden;

2° de bepalingen na te leven van de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling;

3° de werkzoekenden niet het recht te ontzeggen op vakbondsvrijheid en op sociaal overleg;

4° de bepalingen na te leven van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en haar uitvoeringsbesluiten, en zich bij de verwerking van persoonsgegevens van de werkzoekende te beperken tot vragen over zijn beroepskwalificatie en -ervaring en over andere rechtstreeks relevante gegevens, onverminderd het bepaalde onder 2°;

5° rechtstreeks noch onrechtstreeks, ten volle of ten dele, enige financiële bijdrage op te leggen aan de werkzoekenden. In het belang van de betrokken werkzoekenden, kan de Regering voor sommige categorieën werkzoekenden en voor welbepaalde diensten, van deze voorwaarde afwijken, na advies van de ESRBHG;

6° geen werkaanbiedingen voor te leggen die in de volledige loop van de verstrekte dienst onbestaande blijven;

7° het Bestuur en Actiris, voor controle- of statistische doeleinden, alle nuttige inlichtingen te verschaffen, met inachtneming van de vertrouwelijke aard ervan. Volgens het soort activiteiten, stelt de Regering, na advies van de ESRBHG, de lijst op van de inlichtingen die geacht worden nuttig te zijn voor het Bestuur om controle uit te voeren, de lijst voor Actiris om statistieken op te stellen, alsook de nadere regels voor hun overdracht;

8° bepaalde documenten met vermelding van de rechten en plichten van de werkzoekenden aan te plakken op een geschikte plaats die vlot toegankelijk is voor dezen. De Regering bepaalt de inhoud van deze documenten, na advies van de ESRBHG;

9° melding te maken in de briefwisseling, de overeenkomsten en de werkaanbiedingen, van de door de Regering, na advies van de ESRBHG, bepaalde algemene informatiegegevens;

10° onverminderd het bepaalde van artikel 4, § 1, de tewerkstellingsactiviteiten voor de werkzoekenden niet te onderwerpen aan een exclusiviteitsbeding noch aan enige andere voorwaarde die rechtstreeks of onrechtstreeks daarop zou neerkomen;

11° de tewerkstellingsactiviteiten voor de werkzoekenden niet afhankelijk te maken van de verplichting om in een of andere handelszaak of onderneming aankopen of uitgaven te doen;

12° te gepasten tijde aan de werkzoekenden juiste en volledige inlichtingen te verstrekken betreffende de in artikel 3, 1° bedoelde activiteiten en de aard van de dienstbetrekking;

13° geen diensten te leveren die tot doel of als gevolg hebben, te voorzien in het behoud of de vervanging van stakende of uitgesloten werknemers of van werknemers wier arbeidsovereenkomst geschorst is overeenkomstig de artikelen 50 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

14° geen diensten te verlenen aan de buitenlandse werknemers die niet voldoen aan de bepalingen tot regeling van hun beroepsactiviteit;

15° geen medische gegevens van de werkzoekende in te winnen, die niet overeenstemmen met een vereiste verbonden aan de functie in de werkaanbieding;

16° geen genetische tests te verrichten of te laten verrichten.

Met het oog op een maximale bescherming van de werknemer, kan de Regering de beroepssectoren of de categorieën van werknemers vaststellen waarvoor sommige soorten tewerkstellingsactiviteiten zoals bepaald in artikel 3, verboden zijn. De Regering kan tevens, met het oog op een maximale bescherming van de werknemer, bijkomende voorwaarden opleggen per sector van beroepsactiviteiten, per categorie van werknemers of voor diezelfde soorten van tewerkstellingsactiviteiten.

CHAPITRE III. — *Agrément de l'agence de travail intérimaire*

Art. 7. Seule l'agence de travail intérimaire préalablement agréée à cette fin, conformément aux conditions et procédures déterminées par la présente ordonnance et ses mesures d'exécution, est autorisée à prester le service de travail intérimaire.

Section 1^{re}. — Conditions d'octroi de l'agrément pour l'agence de travail intérimaire avec établissement en Région de Bruxelles-Capitale

Art. 8. En vue de l'octroi de l'agrément visé à l'article 7, le demandeur disposant d'un établissement en Région de Bruxelles-Capitale remplit les conditions suivantes :

1° être une personne physique, ou être régulièrement constitué sous la forme d'une personne morale ayant une forme commerciale, soit au sens du droit belge, soit en vertu du droit d'un Etat membre de l'Espace économique européen ou régi par celui-ci, quelle que soit sa forme juridique, dont la prestation des services de travail intérimaire constitue l'objet social principal ou accessoire et, le cas échéant, être régulièrement enregistré à la Banque-Carrefour des Entreprises visé à l'article 3 de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions ou avoir satisfait à la déclaration préalable visée à l'article 139 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006;

2° ne pas concentrer plus de quarante pour cent de la totalité de son chiffre d'affaire réalisé sur un seul ou plusieurs clients qui ont un actionnariat commun;

3° ne pas entretenir, avec l'utilisateur, des liens au sens de l'article 3, § 3 de l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 800/2008 du 6 août 2008 de la Commission déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du Traité;

4° offrir des garanties de solvabilité et de santé financière suffisantes, qui doivent être déterminées par le Gouvernement;

5° s'engager à respecter les dispositions de la ou des conventions collectives de travail conclues au sein de la commission paritaire pour le travail intérimaire et les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité, relatives à l'institution d'un fonds de sécurité d'existence pour les intérimaires et à la fixation de ses statuts;

6° ne pas compter, parmi ses administrateurs, gérants, mandataires ou autres personnes habilitées à engager l'agence de travail intérimaire, des personnes :

a) qui ont été privées de leurs droits civils et politiques;

b) visées par l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités;

c) qui, au cours de cinq ans précédant la demande d'agrément, ont été reconnues responsables des engagements ou des dettes d'une société en faillite en application des articles 229, 5°, 265, 315, 456, 4°, et 530 du code des sociétés;

d) qui, au cours de cinq ans précédant la demande d'agrément, ont été condamnées par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée par ou en vertu de l'article 23 de la présente ordonnance, ou par ou en vertu de l'article 20 de l'ordonnance du 26 juin 2003 relative à la gestion mixte du marché de l'emploi dans la Région de Bruxelles-Capitale;

e) qui, au cours de cinq ans précédant la demande d'agrément, ont été condamnées par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée par ou en vertu de l'article 19 de l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi;

f) qui, au cours de cinq ans précédant la demande d'agrément, ont été condamnées par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée par ou en vertu des législations adoptées en vertu de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 12°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

g) auxquelles, au cours de cinq ans précédant la demande d'agrément, en leur qualité d'employeur au sens de l'article 2 de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales ou de l'article 26, § 3, de l'ordonnance du 30 avril 2009 relative à la surveillance des réglementations en matière d'emploi qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces réglementations, une amende administrative a été infligée pour infraction aux réglementations visées

HOOFDSTUK III. — *Erkenning van het uitzendbureau*

Art. 7. Alleen het daartoe vooraf, overeenkomstig de door deze ordonnantie en haar uitvoeringsmaatregelen bepaalde voorwaarden en procedures, erkende uitzendbureau mag diensten van uitzendarbeid verstrekken.

Afdeling 1. — Voorwaarden voor de toekenning van de erkenning voor het uitzendbureau met vestiging in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Art. 8. Met het oog op de toekenning van de erkenning als bedoeld in artikel 7 voldoet de aanvrager met vestiging in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de volgende voorwaarden :

1° een natuurlijke persoon zijn of, naar Belgisch recht of naar recht van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte, regelmatig opgericht zijn als een rechtspersoon met handelsvorm, onder welke rechtsvorm ook, waarvan het maatschappelijk hoofd- of nevendoeel erin bestaat diensten van uitzendarbeid te verstrekken, en, in voorkomend geval, regelmatig geregistreerd zijn bij de Kruispuntbank van de Ondernemingen als bedoeld in artikel 3 van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen, of voldaan hebben aan de voorafgaande melding als bedoeld in artikel 139 van de program-mawet (I) van 27 december 2006;

2° hoogstens veertig percent van zijn verwezenlijkte omzet mag geconcentreerd zijn bij een enkele klant of bij verschillende klanten met gemeenschappelijk aandeelhouderschap;

3° met de gebruiker geen banden onderhouden als bedoeld in artikel 3, § 3 van bijlage I bij de Verordening EG nr. 800/2008 van 6 augustus 2008 van de Commissie waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard;

4° voldoende garanties bieden inzake solvabiliteit en financiële gezondheid, die door de Regering moeten worden bepaald;

5° zich ertoe verbinden de bepalingen van de in het paritair comité voor de uitzendarbeid en de erkende ondernemingen die buurtwerken of -diensten leveren gesloten collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid voor de uitzendkrachten en vaststelling van zijn statuten in acht te nemen;

6° onder de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers, en meer algemeen, alle personen die ertoe gemachtigd zijn om het uitzendbureau te verbinden, geen personen tellen :

a) die uit hun burgerlijke en politieke rechten zijn ontzet;

b) zoals bedoeld in het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 betreffende het rechterlijk verbod aan bepaalde veroordeelden en gefailleerden om bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen;

c) die, in de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning, aansprakelijk zijn gesteld voor de verbintenissen of schulden van een gefailleerde vennootschap, met toepassing van de artikelen 229, 5°, 265, 315, 456, 4° en 530 van het wetboek van vennootschappen;

d) die, in de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning, bij of krachtens artikel 23 van deze ordonnantie, of bij of krachtens artikel 20 van de ordonnantie van 26 juni 2003 betreffende het gemengd beheer van de arbeidsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bij een in kracht van gewijsde getreden beslissing veroordeeld zijn;

e) die, in de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning, bij of krachtens artikel 19 van de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling, bij een in kracht van gewijsde getreden gerechtelijke beslissing veroordeeld zijn;

f) die, in de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning, bij of krachtens wetten aangenomen op grond van artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 12° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, bij een in kracht van gewijsde getreden gerechtelijke beslissing veroordeeld zijn;

g) aan wie, in de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning, in de hoedanigheid van werkgever als bedoeld in artikel 2 van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten of in artikel 26, § 3, van de ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid die tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze reglementeringen, een administratieve

aux articles 1^{er} et 1^{er bis} de ladite loi ou à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de ladite ordonnance. Pour l'application de la présente disposition, l'amende administrative réduite pour cause de circonstances atténuantes ou le sursis à l'exécution du paiement de cette amende visés aux articles 1^{er ter} et 1^{er quater} et 29 et 30 de, respectivement, ladite loi et ladite ordonnance, ne sont pas considérés comme une amende administrative infligée;

h) qui, au cours de cinq ans précédant la demande d'agrément, ont été condamnées par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée du chef de faux commis en écritures visé au chapitre IV du titre III du livre II du Code pénal;

7° ne pas être redevable d'arriérés d'impôts ou de cotisations à percevoir par l'organisme chargé de la perception des cotisations de sécurité sociale ou par un fonds de sécurité d'existence ou pour le compte de celui-ci. Ne sont pas considérées comme arriérés, les sommes pour lesquelles il existe un plan d'apurement dûment respecté;

8° respecter les réglementations de travail, de sécurité sociale, commerciales et fiscales ainsi que le droit des sociétés et les conventions collectives de travail en vigueur;

9° ne pas se trouver en état de faillite ou d'insolvabilité notoire, ni faire l'objet d'une procédure de déclaration de faillite, ni avoir demandé ou obtenu un concordat judiciaire ou une réorganisation judiciaire.

*Section 2. — Conditions d'octroi de l'agrément
pour l'agence de travail intérimaire sans établissement
en Région de Bruxelles-Capitale*

Art. 9. L'agence de travail intérimaire qui ne dispose pas d'un établissement en Région de Bruxelles-Capitale et qui est agréée soit en Région wallonne, soit en Région flamande, soit en Communauté germanophone et pour autant qu'elle respecte des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par la présente ordonnance, est dispensée de la demande d'un agrément selon la procédure déterminée par le Gouvernement.

Néanmoins, elle doit satisfaire aux obligations prévues à l'article 12.

Le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine, dispenser l'agence de travail intérimaire de démontrer le respect de ces obligations.

L'agence de travail intérimaire visée à l'alinéa 1^{er} est assimilée à l'agence de travail intérimaire agréée visée à l'article 7.

Art. 10. L'agence de travail intérimaire qui ne dispose pas d'un établissement en Région de Bruxelles-Capitale, qui a son siège social à l'étranger et au sein de l'Espace économique européen et qui n'est pas agréée soit en Région wallonne, soit en Région flamande, soit en Communauté germanophone, est tenue de démontrer selon les modalités déterminées par le Gouvernement qu'elle respecte, sur son territoire, des conditions équivalentes à celles déterminées par la présente ordonnance.

Le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine, dispenser l'agence de travail intérimaire de démontrer le respect de ces obligations.

L'agence de travail intérimaire visée à l'alinéa 1^{er} est assimilée à l'agence de travail intérimaire agréée visée à l'article 7.

Art. 11. L'agence de travail intérimaire qui ne dispose pas d'un établissement en Région de Bruxelles-Capitale et qui a son siège social en dehors de l'Espace économique européen est tenue d'obtenir l'agrément conformément aux dispositions de la présente ordonnance.

*Section 3. — Obligations
à charge de l'agence de travail intérimaire agréée*

Art. 12. L'agence de travail intérimaire agréée est tenue :

1° de respecter les conditions visées à l'article 6 et à l'article 8, 1° à 5° et 7° à 8°;

2° de ne pas compter, parmi ses administrateurs, gérants, mandataires ou autres personnes habilitées à engager l'agence de travail intérimaire, des personnes qui font l'objet d'une ou de plusieurs décisions ou d'une ou de plusieurs condamnations visées à l'article 8, 6°;

3° de fournir, à la demande du travailleur qui utilise les services de l'agence de travail intérimaire, une attestation mentionnant la date et l'heure à laquelle celui-ci s'est présenté à l'agence;

geldboete werd opgelegd wegens inbreuk op de reglementeringen als bedoeld in de artikelen 1 en 1bis van de genoemde wet of in artikel 2, § 1, eerste lid, van de genoemde ordonnantie. Een verminderde administratieve geldboete wegens verzachtende omstandigheden of uitstel van de tenuitvoerlegging van de betaling van die geldboete als bedoeld in de artikelen 1ter en 1quater en 29 en 30 van onderscheidenlijk de gezegde wet en de gezegde ordonnantie, worden voor de toepassing van deze bepaling niet als opgelegde administratieve geldboete beschouwd;

h) die, in de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning, bij een in kracht van gewijsde getreden gerechtelijke beslissing veroordeeld zijn wegens valsheid in geschriften als bedoeld in hoofdstuk IV van titel III van boek II van het Strafwetboek;

7° geen achterstallige belastingen, noch achterstallige bijdragen die worden geïnd door de instelling belast met de inning van de bijdragen voor sociale zekerheid, of door een fonds voor bestaanszekerheid, of voor rekening van dat fonds, verschuldigd zijn. De sommen waarvoor een behoorlijk in acht genomen aanzuiveringsplan bestaat, worden niet als achterstalligen beschouwd;

8° het geldende arbeids-, sociale zekerheids-, vennootschaps-, handels- en fiscale recht, en de van kracht zijnde collectieve arbeidsovereenkomsten eerbiedigen;

9° niet in staat van faillissement of van kennelijk onvermogen verkeren, het voorwerp uitmaken van een procedure tot faillietverklaring, noch een gerechtelijk akkoord of een gerechtelijke reorganisatie hebben aangevraagd of verkregen.

*Afdeling 2. — Voorwaarden voor de toekenning
van de erkenning voor het uitzendbureau zonder vestiging
in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest*

Art. 9. Het uitzendbureau dat niet over een vestiging in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beschikt, en ofwel in het Waals Gewest, het Vlaams Gewest of de Duitstalige Gemeenschap erkend is en voor zover de voorwaarden van deze erkenning gelijkwaardig zijn aan deze bepaald bij deze ordonnantie, wordt volgens de door de Regering bepaalde procedure van de aanvraag van erkenning vrijgesteld.

Het uitzendbureau beantwoordt niettemin aan de verplichtingen als bedoeld in artikel 12.

De Regering kan, volgens de nadere regels die zij bepaalt, het uitzendbureau ervan vrijstellen aan te tonen dat het die verplichtingen eerbiedigt.

Het uitzendbureau als bedoeld in het eerste lid wordt gelijkgesteld met een erkend uitzendbureau als bedoeld in artikel 7.

Art. 10. Het uitzendbureau dat niet over een vestiging in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beschikt, waarvan de maatschappelijke zetel in het buitenland en binnen de Europese Economische Ruimte gevestigd is, en dat niet in het Waals Gewest, het Vlaams Gewest noch in de Duitstalige Gemeenschap erkend is, moet, volgens de door de Regering bepaalde nadere regels, aantonen dat het op zijn grondgebied voldoet aan voorwaarden die gelijkwaardig zijn aan deze bepaald bij deze ordonnantie.

De Regering kan, volgens de nadere regels die zij bepaalt, het uitzendbureau ervan vrijstellen aan te tonen dat het die verplichtingen eerbiedigt.

Het uitzendbureau als bedoeld in het eerste lid wordt gelijkgesteld met een erkend uitzendbureau als bedoeld in artikel 7.

Art. 11. Het uitzendbureau dat niet over een vestiging in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beschikt, waarvan de maatschappelijke zetel buiten de Europese Economische Ruimte gevestigd is, dient erkend te zijn overeenkomstig de bepalingen van deze ordonnantie.

Afdeling 3. — Verplichtingen van het erkende uitzendbureau

Art. 12. Het erkende uitzendbureau is ertoe gehouden :

1° de voorwaarden als bedoeld in artikel 6 en in artikel 8, 1° tot 5° en 7° tot 8° te eerbiedigen;

2° onder de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers, en meer algemeen, alle personen die ertoe gemachtigd zijn om het uitzendbureau te verbinden, geen personen te tellen die het voorwerp zijn van een of meer beslissingen of veroordelingen als bedoeld in artikel 8, 6°;

3° op verzoek van de werknemer die gebruik maakt van de diensten van het uitzendbureau een getuigschrift voor te leggen met de datum en het uur van de aanmelding bij het bureau;

4° de ne pas poser au travailleur comme condition à la fourniture de services de travail intérimaire l'obligation d'effectuer des dépenses de quelque nature qu'elles soient;

5° de faire mention, dans tout contrat adressé au travailleur, des coordonnées des services chargés du contrôle et de la surveillance des dispositions de la présente ordonnance;

6° de renoncer à toute collaboration avec l'agence d'emploi privée qui ne dispose pas d'un agrément ou d'une déclaration enregistrée conformément à la présente ordonnance, ni d'une immatriculation, ni d'un agrément, ni d'un enregistrement, d'une déclaration préalable ou de toute formalité équivalente, soit en Région wallonne, soit en Région flamande, soit en Communauté germanophone, soit dans un Etat membre de l'Espace économique européen, soit dans un Etat en dehors de l'Espace économique européen;

7° de fournir à l'Administration, de sa propre initiative, dans les vingt jours ouvrables suivant l'acte et par écrit, toutes les informations relatives aux modifications de sa forme juridique, de la composition de ses organes sociaux, de ses représentants légaux et de la composition de son capital, susceptibles d'influencer son agrément;

8° de respecter les dispositions des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966, à l'égard du travailleur;

9° d'avertir l'Administration, de sa propre initiative, dans les dix jours ouvrables et par écrit, de la cessation des services de travail intérimaire.

Section 4. — Procédure d'octroi de l'agrément à l'agence de travail intérimaire

Art. 13. § 1^{er}. — L'agrément préalable est octroyé à l'agence de travail intérimaire par le Gouvernement, après avis de la commission consultative en matière de placement visée à l'article 19, § 1^{er}, conformément aux conditions définies dans la présente section.

§ 2. — Le Gouvernement détermine le délai dans lequel ladite commission doit rendre son avis. Faute d'avis de ladite commission dans le délai fixé, celui-ci n'est plus requis.

Au cas où le Gouvernement déroge à l'avis unanime des membres de la commission ou au cas où la commission n'a pas rendu son avis dans le délai requis, il doit motiver spécialement sa décision.

§ 3. — L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une période de deux ans. A l'issue de cette période, l'agrément peut être renouvelé pour une durée indéterminée.

§ 4. — Le Gouvernement détermine les documents et justificatifs que l'agence de travail intérimaire est tenue de joindre à la demande d'agrément.

§ 5. — Le Gouvernement détermine la procédure de demande d'agrément. Il peut dispenser l'agence de travail intérimaire de joindre à sa demande d'agrément certains documents dont il a ou peut avoir connaissance.

§ 6. — Toute agence de travail intérimaire est tenue de démarrer son activité dans les six mois qui suivent son agrément. Le Gouvernement peut, après avis du CESRBC, modifier cette durée.

Art. 14. En cas de fusion, de transformation ou de scission de l'agence de travail intérimaire agréée, la nouvelle agence en informe l'Administration, selon les modalités et délais déterminés par le Gouvernement.

Le Gouvernement invite, après avis de la commission consultative en matière de placement visée à l'article 19, § 1^{er}, l'agence de travail intérimaire agréée à introduire, selon les modalités qu'il détermine, une nouvelle demande d'agrément ou l'en dispense.

CHAPITRE IV. — Déclaration préalable enregistrée de l'agence d'emploi privée autre que l'agence de travail intérimaire

Section 1^{re}. — Conditions et procédure de la déclaration préalable enregistrée

Art. 15. Sans préjudice des dispositions de l'article 7, seule l'agence d'emploi privée disposant à cette fin d'une déclaration enregistrée au préalable, conformément aux conditions et procédures déterminées par la présente ordonnance et ses mesures d'exécution, est autorisée à prêter les activités d'emploi privées visées à l'article 3, 1°, a), premier au troisième tiret inclus, et c), premier tiret.

4° de werknemer niet te verplichten tot enige uitgave van welke aard ook als voorwaarde voor het aanbieden van diensten van uitzendarbeid;

5° in elke aan de werknemer gerichte overeenkomst melding te maken van de contactgegevens van de diensten belast met de controle en het toezicht op de naleving van het bepaalde van deze ordonnantie;

6° te verzaken aan elke vorm van samenwerking met het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling dat niet over een erkenning of over een geregistreerde aangifte beschikt overeenkomstig deze ordonnantie, noch, in voorkomend geval, over een inschrijving, erkenning, registratie, voorafgaande aangifte of welke gelijkwaardige formaliteit ook, hetzij in het Waalse Gewest, hetzij in het Vlaamse Gewest, hetzij in de Duitstalige Gemeenschap, hetzij in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte, hetzij in een Staat buiten de Europese Economische Ruimte;

7° aan het Bestuur eigener beweging en binnen twintig werkdagen die volgen op de akte schriftelijk kennis te geven van alle inlichtingen betreffende de veranderingen aangaande de rechtsvorm, de samenstelling van de bestuursorganen, de wettelijke vertegenwoordigers en het bedrijfskapitaal die de verleende erkenning kunnen beïnvloeden;

8° jegens de werknemer de bepalingen van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 18 juli 1966, na te leven;

9° het Bestuur eigener beweging en binnen tien werkdagen schriftelijk kennis te geven van de stopzetting van de diensten van uitzendarbeid.

Afdeling 4. — Procedure tot toekenning van de erkenning aan het uitzendbureau

Art. 13. § 1. — De voorafgaande erkenning wordt door de Regering verleend aan het uitzendbureau na advies van de adviescommissie inzake arbeidsbemiddeling als bedoeld in artikel 19, § 1, overeenkomstig de voorwaarden van deze afdeling.

§ 2. — De Regering bepaalt de termijn waarbinnen de gezegde commissie haar advies dient uit te brengen. Bij ontstentenis van het advies van de gezegde commissie binnen de vastgestelde termijn, is dit niet meer vereist.

In geval de Regering afwijkt van het eenparig advies van de leden van de commissie of indien de commissie haar advies niet binnen de vereiste termijn heeft uitgebracht, dient zij haar besluit met bijzondere redenen te omkleden.

§ 3. — De erkenning wordt door de Regering verleend voor een tijdvak van twee jaar. Na afloop van dat tijdvak kan de erkenning voor onbepaalde duur worden hernieuwd.

§ 4. — De Regering bepaalt de documenten en bewijsstukken die het uitzendbureau moet toevoegen aan zijn aanvraag tot erkenning.

§ 5. — De Regering legt de procedure vast van de aanvraag om erkenning. Ze kan het uitzendbureau ervan vrijstellen zijn aanvraag om erkenning vergezeld te laten gaan van bepaalde documenten waarvan zij kennis heeft of kan hebben.

§ 6. — Elk uitzendbureau dient de activiteiten aan te vangen binnen de zes maanden die volgen op de erkenning. De Regering kan deze termijn wijzigen na advies van de ESRBHG.

Art. 14. In geval van fusie, omzetting of splitsing van het erkende uitzendbureau geeft het nieuwe bureau het Bestuur kennis daarvan, volgens de nadere regels en binnen de termijnen bepaald door de Regering.

Na advies van de adviescommissie inzake arbeidsbemiddeling als bedoeld in artikel 19, § 1, nodigt de Regering het erkende uitzendbureau uit om een nieuwe aanvraag tot erkenning in te dienen volgens de door haar bepaalde nadere regels of stelt ze het vrij daarvan.

HOOFDSTUK IV. — Voorafgaande geregistreerde aangifte van het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling, ander dan het uitzendbureau

Afdeling 1. — Voorwaarden en procedure van voorafgaande geregistreerde aangifte

Art. 15. Onverminderd het bepaalde van artikel 7, mag alleen het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling dat daartoe over een vooraf geregistreerde aangifte beschikt, overeenkomstig de door deze ordonnantie en haar uitvoeringsmaatregelen bepaalde voorwaarden en procedures, activiteiten van particuliere arbeidsbemiddeling als bedoeld in artikel 3, 1°, a), eerste tot en met derde streepje, en c), eerste streepje, verrichten.

Art. 16. § 1^{er}. — L'agence d'emploi privée effectue la déclaration enregistrée au préalable visée à l'article 15 auprès de l'Administration. L'Administration enregistre cette déclaration. La déclaration est valable pour une durée indéterminée.

La déclaration préalable comprend les données suivantes :

- 1° le nom, la dénomination ou la raison sociale;
- 2° l'adresse du siège social et, le cas échéant, l'adresse des différents établissements en Région de Bruxelles-Capitale;
- 3° la forme juridique;
- 4° la date de création de l'agence d'emploi privée;
- 5° la ou les activités visées à l'article 3, 1°, a), premier au troisième tiret inclus, et c), premier tiret, exercées par l'agence d'emploi privée;
- 6° les données permettant d'identifier la ou les personnes pouvant juridiquement engager l'agence d'emploi privée;

7° le cas échéant, la preuve d'une immatriculation, d'un agrément, d'un enregistrement, d'une déclaration préalable ou de toute formalité équivalente en tant que personne physique ou personne morale exerçant dans une Communauté, une Région ou un Etat un ou des services visés à l'article 3, 1°, a), premier au troisième tiret inclus, et c), premier tiret;

8° le cas échéant, la preuve d'une déclaration préalable, visée à l'article 139 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006.

§ 2. — Le Gouvernement détermine la procédure de déclaration préalable enregistrée. Il peut, selon les modalités qu'il détermine, dispenser l'agence d'emploi privée de fournir certaines données visées au § 1^{er}.

§ 3. — En cas de fusion, de transformation, de scission ou de modifications intervenues au niveau de l'agence d'emploi privée, celle-ci est tenue de mettre à jour les données visées au § 1^{er} dans les trente jours suivant les modifications intervenues.

Si la fusion, la transformation ou la scission aboutissent à la création d'une ou de plusieurs nouvelles personnes morales, la nouvelle agence d'emploi privée ou les nouvelles agences d'emploi privées ainsi créées est ou sont soumises à une déclaration préalable enregistrée conformément au § 1^{er}.

Section 2. — Obligations à charge de l'agence d'emploi privée disposant d'une déclaration enregistrée

Art. 17. L'agence d'emploi privée disposant d'une déclaration enregistrée visée à l'article 15 est tenue :

- 1° de respecter les conditions visées à l'article 6;
- 2° de ne pas prêter une des activités d'emploi privées visées à l'article 3, 1°, a), premier au troisième tiret inclus, et c), premier tiret, pour laquelle elle ne dispose pas d'une déclaration enregistrée;
- 3° de respecter les réglementations de travail, de sécurité sociale, commerciales et fiscales ainsi que le droit des sociétés, le droit des associations et les conventions collectives de travail en vigueur;
- 4° de ne pas poser au chercheur d'emploi comme condition à la fourniture d'activités d'emploi privées visées à l'article 3, 1°, a), premier au troisième tiret inclus, et c), premier tiret, l'obligation d'effectuer des dépenses de quelque nature qu'elles soient;

5° de renoncer à toute collaboration avec l'agence d'emploi privée qui ne dispose pas d'un agrément ou d'une déclaration enregistrée conformément à la présente ordonnance, ni d'une immatriculation, d'un agrément, d'un enregistrement, d'une déclaration préalable ou de toute formalité équivalente, soit en Région wallonne, soit en Région flamande, soit en Communauté germanophone, soit dans un Etat membre de l'Espace économique européen, soit dans un Etat en dehors de l'Espace économique européen;

6° de ne pas compter, parmi ses administrateurs, gérants, mandataires ou autres personnes habilitées à engager l'agence d'emploi privée, des personnes qui font l'objet d'une ou de plusieurs décisions ou d'une ou de plusieurs condamnations visées à l'article 8, 6°, ou, en ce qui concerne les dispositions visées à l'article 8, 6° d'une ou de plusieurs décisions ou d'une ou de plusieurs condamnations visées dans une législation équivalente dans l'état de son établissement dans le cas d'une agence d'emploi privée sans établissement en Région de Bruxelles-Capitale;

Art. 16. § 1. — Het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling verricht de voorafgaande aangifte als bedoeld in artikel 15 bij het Bestuur. Het Bestuur registreert deze aangifte. De aangifte geldt voor onbepaalde duur.

De voorafgaande aangifte bevat de volgende gegevens :

- 1° de naam, de benaming of de firma;
- 2° het adres van de maatschappelijke zetel en, in voorkomend geval, het adres van de verschillende vestigingen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 3° de rechtsvorm;
- 4° de datum van oprichting van het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling;
- 5° de door het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling verrichte activiteit of activiteiten als bedoeld in artikel 3, 1°, a), eerste tot en met derde streepje, en c), eerste streepje;
- 6° de gegevens op grond waarvan de persoon of de personen die het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling in rechte mag of mogen verbinden, geïdentificeerd kan of kunnen worden;
- 7° in voorkomend geval, het bewijs van een inschrijving, erkenning, registratie, voorafgaande aangifte of van elke gelijkwaardige formaliteit als natuurlijke of rechtspersoon die in een Gemeenschap, een Gewest of een Staat een of meer diensten verstrekt als bedoeld in artikel 3, 1°, a), eerste tot en met derde streepje, en c), eerste streepje;

8° in voorkomend geval, het bewijs van een voorafgaande melding als bedoeld in artikel 139 van de programmawet (I) van 27 december 2006.

§ 2. — De Regering bepaalt de procedure voor de voorafgaande geregistreerde aangifte. Zij kan, volgens de nadere regels die zij bepaalt, het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling vrijstellen van het verstrekken van bepaalde gegevens bedoeld in § 1.

§ 3. — Indien het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling dat over een geregistreerde aangifte beschikt, een fusie, omzetting, splitsing of wijzigingen ondergaat, werkt het de in § 1 bedoelde gegevens bij binnen dertig dagen na die wijzigingen.

Indien ingevolge de fusie, omzetting of splitsing een of meer nieuwe rechtspersonen worden opgericht, worden het aldus opgerichte particulier bureau voor arbeidsbemiddeling of de aldus opgerichte particuliere bureaus voor arbeidsbemiddeling aan een voorafgaande aangifte overeenkomstig § 1 onderworpen.

Afdeling 2. — Verplichtingen van het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling met geregistreerde aangifte

Art. 17. Het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling met geregistreerde aangifte als bedoeld in artikel 15 is ertoe gehouden :

- 1° de voorwaarden als bedoeld in artikel 6 te eerbiedigen;
- 2° niet één van de in artikel 3, 1°, a), eerste tot en met derde streepje, en c), eerste streepje, bedoelde activiteiten van particuliere arbeidsbemiddeling te verrichten waarvoor het niet over een geregistreerde aangifte beschikt;
- 3° het geldende arbeids-, sociale zekerheids-, vennootschaps-, verenigings-, handels- en fiscale recht, en de van kracht zijnde collectieve arbeidsovereenkomsten te eerbiedigen;
- 4° de werkzoekende niet te verplichten tot enige uitgave van welke aard ook als voorwaarde voor het aanbieden van de in artikel 3, 1°, a), eerste tot en met derde streepje, en c), eerste streepje, bedoelde activiteiten van particuliere arbeidsbemiddeling;

5° te verzaken aan elke vorm van samenwerking met het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling dat niet over een erkenning of over een geregistreerde aangifte beschikt overeenkomstig deze ordonnantie, noch, in voorkomend geval, over een inschrijving, erkenning, registratie, voorafgaande aangifte of welke gelijkwaardige formaliteit ook, hetzij in het Waalse Gewest, hetzij in het Vlaamse Gewest, hetzij in de Duitstalige Gemeenschap, hetzij in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte, hetzij in een Staat buiten de Europese Economische Ruimte;

6° onder de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers, en meer algemeen, alle personen die ertoe gemachtigd zijn om het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling te verbinden, geen personen te tellen die het voorwerp zijn van een of meer beslissingen of veroordelingen als bedoeld in artikel 8, 6°, of, wat betreft het bepaalde van artikel 8, 6° in het geval van het particulier bureau van arbeidsbemiddeling zonder vestiging in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van een of meer beslissingen of veroordelingen als bedoeld in een gelijkaardige wetgeving in de staat van vestiging;

7° de fournir, à la demande du chercheur d'emploi qui utilise les services de l'agence d'emploi privée, une attestation mentionnant la date et l'heure à laquelle celui-ci s'est présenté à l'agence;

8° d'annuler sa déclaration enregistrée dans les trente jours de la cessation de ses activités;

9° de ne pas intervenir, en lieu et place de l'employeur, dans la décision d'engager un chercheur d'emploi, ni dans les négociations préalables à l'engagement, ni dans la gestion du personnel de l'employeur;

10° de faire mention, dans tout contrat adressé au chercheur d'emploi, des coordonnées des services chargés du contrôle et de la surveillance des dispositions de la présente ordonnance.

CHAPITRE V. — *Suspension, retrait et suppression de l'agrément ou de la déclaration enregistrée*

Art. 18. § 1^{er}. — Sans préjudice des dispositions du § 2 et après avis de la commission consultative en matière de placement visée à l'article 19, § 1^{er}, le Gouvernement peut suspendre ou retirer l'agrément à l'agence de travail intérimaire visé à l'article 13, § 3, lorsque :

1° l'agence ne respecte pas les dispositions de la présente ordonnance et ses mesures d'exécution;

2° l'agence a obtenu l'agrément sur la base de déclarations qui s'avèrent fausses, incomplètes ou inexactes;

3° l'agence transmet, en application de l'article 6, alinéa 1^{er}, 7°, des informations fausses, incomplètes ou inexactes et ce, dans un but frauduleux;

4° l'agence fait obstacle à la surveillance organisée en vertu de l'ordonnance du 30 avril 2009 relative à la surveillance des réglementations en matière d'emploi qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces réglementations et de ses arrêtés d'exécution;

5° la fédération professionnelle à laquelle l'agence est affiliée en fait la demande suite à une exclusion de l'agence en raison d'une infraction de son code de conduite ou de son code déontologique.

Le Gouvernement peut également suspendre l'agrément à l'agence de travail intérimaire visé à l'article 13, § 3, en cas de cessation temporaire du service de travail intérimaire.

§ 2. — Le Gouvernement peut, après avis de la commission consultative en matière de placement visée à l'article 19, § 1^{er}, annuler la déclaration enregistrée de l'agence d'emploi privée visée à l'article 16, § 1^{er}, lorsque :

1° l'agence ne respecte pas les dispositions de la présente ordonnance et ses mesures d'exécution;

2° l'agence a fait, à l'occasion de la déclaration, des déclarations qui s'avèrent fausses, incomplètes ou inexactes;

3° l'agence transmet, en application de l'article 6, alinéa 1^{er}, 7°, des informations fausses, incomplètes ou inexactes et ce, dans un but frauduleux;

4° l'agence fait obstacle à la surveillance organisée en vertu de l'ordonnance du 30 avril 2009 relative à la surveillance des réglementations en matière d'emploi qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces réglementations et de ses arrêtés d'exécution;

5° la fédération professionnelle à laquelle l'agence est affiliée en fait la demande suite à une exclusion en raison d'une infraction à son code de conduite ou à son code déontologique.

La déclaration enregistrée visée à l'article 16 est annulée par l'Administration :

1° après la communication visée à l'article 17, 8°;

2° lorsque la cessation est établie par des présomptions graves, précises et concordantes.

Dans ce cas, l'Administration communique l'annulation par écrit :

1° à l'agence d'emploi privée;

2° au Gouvernement;

3° à la commission consultative en matière de placement visée à l'article 19, § 1^{er}.

Le Gouvernement peut également annuler la déclaration enregistrée visée à l'article 16, en cas de cessation temporaire de l'une des activités d'emploi privées.

7° op verzoek van de werkzoekende die gebruik maakt van de diensten van het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling een getuigschrift voor te leggen met de datum en het uur van de aanmelding bij het bureau;

8° zijn geregistreerde aangifte te annuleren binnen dertig dagen na de stopzetting van zijn activiteiten;

9° niet in de plaats van de werkgever te treden wat de beslissing van aanwerving van een werkzoekende betreft, niet tussen te komen bij de onderhandelingen die de aanwerving voorafgaan, noch bij het personeelsbeheer van de werkgever;

10° in elke aan de werkzoekende gerichte overeenkomst melding te maken van de contactgegevens van de diensten belast met de controle en het toezicht op de naleving van het bepaalde van deze ordonnantie.

HOOFDSTUK V. — *Schorsing, intrekking en schrapping van de erkenning of van de geregistreerde aangifte*

Art. 18. § 1. — Onverminderd het bepaalde van § 2, kan de erkenning van het uitzendbureau als bedoeld in artikel 13, § 3, na advies van de adviescommissie inzake arbeidsbemiddeling als bedoeld in artikel 19, § 1, door de Regering worden geschorst of ingetrokken :

1° indien het bureau de bepalingen van deze ordonnantie en haar uitvoeringsmaatregelen niet naleeft;

2° indien het bureau de erkenning heeft verkregen op grond van verklaringen die vals, onvolledig of onjuist blijken te zijn;

3° indien het bureau met toepassing van artikel 6, eerste lid, 7°, valse, onvolledige of onjuiste gegevens voorlegt, en daarbij met bedrieglijk oogmerk handelt;

4° indien het bureau het krachtens de ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid die tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze reglementeringen en de uitvoeringsbesluiten ervan geregelde toezicht verhindert;

5° op verzoek van de beroepsvereniging waarvan het bureau lid is, wanneer het voorwerp is van een uitsluiting wegens een inbreuk op haar gedrags- of deontologische code.

De Regering kan de erkenning als uitzendbureau als bedoeld in artikel 13, § 3, tevens schorsen in geval van tijdelijke stopzetting van de diensten van uitzendarbeid.

§ 2. — De geregistreerde aangifte van het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling als bedoeld in artikel 16, § 1, kan, na advies van de adviescommissie inzake arbeidsbemiddeling als bedoeld in artikel 19, § 1, door de Regering worden geannuleerd :

1° indien het bureau de bepalingen van deze ordonnantie en haar uitvoeringsmaatregelen niet naleeft;

2° het bureau bij de aangifte verklaringen heeft afgelegd die vals, onvolledig of onjuist blijken te zijn;

3° indien het bureau met toepassing van artikel 6, eerste lid, 7°, valse, onvolledige of onjuiste gegevens voorlegt, en daarbij met bedrieglijk oogmerk handelt;

4° indien het bureau het krachtens de ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid die tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze reglementeringen en de uitvoeringsbesluiten ervan geregelde toezicht verhindert;

5° op verzoek van de beroepsvereniging waarvan het bureau lid is, wanneer het voorwerp is van een uitsluiting wegens een inbreuk op haar gedrags- of deontologische code.

De geregistreerde aangifte als bedoeld in artikel 16 wordt door het Bestuur geannuleerd :

1° na de kennisgeving als bedoeld in artikel 17, 8°;

2° wanneer de stopzetting wordt vastgesteld door een geheel van gewichtige, bepaalde en met elkaar overeenstemmende vermoedens.

Het Bestuur deelt in dat geval de annulatie schriftelijk mede aan :

1° het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling;

2° de Regering;

3° de adviescommissie inzake arbeidsbemiddeling als bedoeld in artikel 19, § 1.

De Regering kan de geregistreerde aangifte als bedoeld in artikel 16 tevens annuleren in geval van tijdelijke stopzetting van een van de activiteiten van particuliere arbeidsbemiddeling.

§ 3. — Dans les cas visés à l'article 12, alinéa 1^{er}, 2^o et à l'article 17, 6^o, le retrait ou l'annulation, qui se fait d'office et de plein droit, est d'effet immédiat.

Le Gouvernement détermine les procédures de suspension ou de retrait de l'agrément ou de l'annulation de la déclaration enregistrée.

Dès que la suspension ou le retrait de son agrément ou l'annulation de sa déclaration enregistrée lui est notifié, l'agence de travail intérimaire agréée ou l'agence d'emploi privée disposant d'une déclaration enregistrée n'est plus autorisée à prester des activités d'emploi privées. Ceci vaut également pour les administrateurs, gérants, mandataires ou autres personnes habilitées à engager l'agence d'emploi privée.

Par dérogation à l'alinéa précédent :

1^o les contrats de travail en cours, conclus conformément aux dispositions de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, continuent à être exécutés jusqu'à leur expiration, pour une durée de trois mois au maximum, sans qu'ils ne puissent être modifiés, renouvelés ou prolongés;

2^o le Gouvernement peut, après avis unanime de la commission consultative en matière de placement visée à l'article 19, § 1^{er}, dans l'intérêt du travailleur et dans le cadre de son service d'outplacement, autoriser la poursuite de l'exécution des contrats en cours à l'agence d'emploi privée jusqu'à leur expiration, et ce pour une durée de six mois au maximum sans qu'ils ne puissent être modifiés, renouvelés ou prolongés.

§ 4. — L'Administration peut supprimer l'agrément en cas de cessation définitive des activités de l'agence de travail intérimaire, notamment :

- 1^o après la communication visée à l'article 12, 9^o;
- 2^o à la demande de l'agence de travail intérimaire;
- 3^o lorsque ladite cessation est établie par des présomptions graves, précises et concordantes.

Par écrit, l'Administration communique la suppression :

- 1^o à l'agence de travail intérimaire;
- 2^o au Gouvernement;
- 3^o à la commission consultative en matière de placement visée à l'article 19, § 1^{er}.

Un motif de suspension ou de retrait visé au § 1^{er} ne peut constituer un motif de suppression.

CHAPITRE VI. — Commission consultative en matière de placement

Art. 19. § 1^{er}. — Le CESRBC est habilité à créer, en son sein, une commission consultative en matière de placement.

§ 2. — Ladite commission est chargée de remettre les avis visés aux articles 13, § 1^{er}, 14 et 18. Les avis visés à l'alinéa précédent sont remis au nom du CESRBC et sont motivés en droit et en fait.

§ 3. — Le Gouvernement fixe le délai dans lequel la commission consultative en matière de placement doit rendre son avis. A défaut d'avis de la commission consultative en matière de placement dans le délai requis, celui-ci n'est plus requis.

CHAPITRE VII. — Contribution à la politique de l'emploi menée par la Région de Bruxelles-Capitale

Art. 20. § 1^{er}. — La personne physique ou morale disposant d'un agrément ou d'une déclaration enregistrée est tenue de contribuer à la politique de l'emploi menée par la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. — Cette contribution peut consister en une collaboration dans la mise en œuvre des missions d'Actiris ou dans une collaboration avec d'autres opérateurs d'emploi tels que visés à l'article 4, § 2, avec l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle ou encore avec le « Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding ».

Cette contribution peut également consister en une contribution collective des agences agréées ou enregistrées par le biais d'organismes professionnels en application d'un accord conclu à cet effet entre le Gouvernement et les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs du secteur concerné, suivant les modalités fixées par arrêté du Gouvernement, après avis du CESRBC.

§ 3. — De intrekking of annulatie geschiedt onmiddellijk, ambtshalve en van rechtswege in de gevallen als bedoeld in artikel 12, eerste lid, 2^o en in artikel 17, 6^o.

De Regering bepaalt de procedures tot schorsing of intrekking van de erkenning of tot annulatie van de geregistreerde aangifte.

Het erkende uitzendbureau of het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling met geregistreerde aangifte mag geen activiteiten van particuliere arbeidsbemiddeling meer verstrekken zodra de schorsing of de intrekking van de erkenning of de annulatie van de geregistreerde aangifte betekend wordt. Dit geldt tevens voor de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers, en meer algemeen, alle personen die ertoe gemachtigd zijn om het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling te verbinden.

In afwijking van het vorige lid :

1^o worden de lopende arbeidsovereenkomsten die gesloten werden overeenkomstig de bepalingen van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, verder uitgevoerd tot hun vervaldag, voor een duur van maximum drie maanden, zonder dat ze mogen gewijzigd, hernieuwd of verlengd worden;

2^o kan de Regering, na eenparig advies van de adviescommissie inzake arbeidsbemiddeling als bedoeld in artikel 19, § 1, en in het belang van de werknemer, het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling voor zijn diensten van outplacement de toestemming verlenen de lopende overeenkomsten uit te voeren tot hun vervaldag, voor een maximumduur van zes maanden, zonder dat ze mogen gewijzigd, hernieuwd of verlengd worden.

§ 4. — Het Bestuur kan de erkenning schrappen in geval van definitieve stopzetting van een van de activiteiten van het uitzendbureau, inzonderheid :

- 1^o na de kennisgeving als bedoeld in artikel 12, 9^o;
- 2^o op verzoek van het uitzendbureau;
- 3^o wanneer genoemde stopzetting wordt vastgesteld door een geheel van gewichtige, bepaalde en met elkaar overeenstemmende vermoedens.

Het Bestuur deelt de schrapping schriftelijk mede aan :

- 1^o het uitzendbureau;
- 2^o de Regering;
- 3^o de adviescommissie inzake arbeidsbemiddeling als bedoeld in artikel 19, § 1.

Een grond tot schorsing of intrekking als bedoeld in § 1, kan geen grond tot schrapping zijn.

HOOFDSTUK VI. — Adviescommissie inzake arbeidsbemiddeling

Art. 19. § 1. — De ESRBHG is gerechtigd om, in zijn schoot, een adviescommissie inzake arbeidsbemiddeling op te richten.

§ 2. — De genoemde commissie is belast met het uitbrengen van de adviezen als bedoeld in de artikelen 13, § 1, 14 en 18. De adviezen als bedoeld in het vorig lid worden uitgebracht namens de ESRBHG en worden in rechte en in feite met redenen omkleed.

§ 3. — De Regering bepaalt de termijn waarbinnen de adviescommissie inzake arbeidsbemiddeling haar advies dient uit te brengen. Bij ontstentenis van het advies van de adviescommissie inzake arbeidsbemiddeling binnen de vastgestelde termijn, is dit niet meer vereist.

HOOFDSTUK VII

Bijdrage tot het door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gevoerde werkgelegenheidsbeleid

Art. 20. § 1. — De natuurlijke of rechtspersoon, die beschikt over een erkenning of een geregistreerde aangifte, dient een bijdrage te leveren aan het door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gevoerde werkgelegenheidsbeleid.

§ 2. — Deze bijdrage kan erin bestaan medewerking te verlenen aan het uitvoeren van de opdrachten van Actiris of samen te werken met andere tewerkstellingsoperatoren als bedoeld in artikel 4, § 2, met het « Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle » of nog, met de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding.

De bijdrage kan er ook in bestaan dat de erkende of geregistreerde bureaus middels beroepsverenigingen een collectieve bijdrage leveren krachtens een akkoord dat te dien einde is gesloten tussen de Regering en de representatieve organisaties van de werknemers en de werkgevers van de betreffende beroepssector, overeenkomstig de bij besluit van de Regering vastgestelde nadere regels, na advies van de ESRBHG.

§ 3 — Les contributions des agences d'emploi privées sous la forme de collaborations individuelles ou d'une contribution collective sont déterminées dans un accord conclu entre les interlocuteurs sociaux du secteur professionnel concerné et le Gouvernement, après avis du CESRBC.

Cet accord détermine :

1° les modalités de collaboration individuelle des agences d'emploi privées aux missions d'Actiris et éventuellement d'autres organismes ou d'autres opérateurs d'emploi;

2° les modalités de contribution collective par le biais d'un ou de plusieurs organismes professionnels;

3° les informations et les analyses statistiques à transmettre par les agences et leur organisation professionnelle à l'Observatoire bruxellois du marché du travail et des qualifications d'Actiris en vue d'assurer la transparence du marché de l'emploi, ainsi que leurs modalités de transmission;

4° les conditions des prestations gratuites d'Actiris en matière de présélection de chercheurs d'emploi inscrits auprès d'Actiris et d'accès au réseau informatisé d'échange d'information visé à l'article 4, § 1^{er};

5° les modalités de suivi et d'accompagnement des contributions des agences d'emploi privées, via notamment un comité d'accompagnement composé, entres autres, d'Actiris et des représentants des travailleurs et des employeurs du ou des secteurs professionnels concernés;

6° les agences concernées par cet accord;

7° les critères d'évaluation des collaborations;

8° les modalités d'évaluation des collaborations.

Il est conclu pour une ou des années civiles pleines.

§ 4 — Les collaborations individuelles visées par l'accord sont réalisées dans le cadre de conventions conclues entre les agences d'emploi privées concernées et Actiris après avis du CESRBC, en exécution de l'accord cadre, associant éventuellement d'autres organismes ou d'autres opérateurs d'emploi.

§ 5 — Les contributions collectives visées par l'accord sont réalisées dans le cadre de conventions conclues entre Actiris et le ou les organismes professionnels concernés. Les conventions visées au présent article sont conclues, après avis du CESRBC, en exécution de l'accord cadre.

§ 6 — Actiris transmet pour information au CESRBC copie des conventions visées aux §§ 4 et 5 du présent article.

§ 7 — La mise en œuvre de la collaboration visée au présent article est évaluée au terme de deux années après l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Elle est ensuite évaluée annuellement.

Le Gouvernement détermine les modalités de l'évaluation. En cas d'évaluation négative, le Gouvernement peut, sur la proposition du Ministre chargé de l'Emploi et après avis de la commission consultative en matière de placement visée à l'article 19, suspendre pour une durée limitée l'agrément ou la déclaration enregistrée de l'agence d'emploi privée visée au § 1^{er} afin de lui permettre la mise en œuvre d'une collaboration à la politique de l'emploi.

CHAPITRE VIII. — Procédure de concertation

Art. 21. § 1^{er} — Il est instauré, auprès du CESRBC, une plate-forme de concertation en matière d'emploi ayant notamment pour missions :

1° d'organiser la concertation et la collaboration entre Actiris, les organismes conventionnés avec Actiris et les agences d'emploi privées agréées ou disposant d'une déclaration enregistrée conformément à la présente ordonnance;

2° de promouvoir la coopération desdites agences d'emploi privées à la mise en œuvre de la politique régionale de l'emploi dans le cadre de conventions avec Actiris;

3° de veiller à l'application de l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi;

4° de suivre la mise en œuvre de la présente ordonnance;

5° de formuler au Gouvernement toutes propositions relatives à la gestion mixte du marché de l'emploi.

§ 3 — De bijdragen van de particuliere bureaus voor arbeidsbemiddeling in de vorm van individuele bijdragen of een collectieve bijdrage worden bepaald in een akkoord tussen de sociale partners van de betreffende beroepssector en de Regering, na advies van de ESRBHG.

Dit akkoord bepaalt :

1° de nadere regels inzake individuele medewerking van de particuliere bureaus voor arbeidsbemiddeling aan de taken van Actiris en eventueel andere organismen of tewerkstellingsoperatoren;

2° de nadere regels inzake collectieve bijdrage via een of meerdere beroepsverenigingen;

3° de informatie en de statistische onderzoeken die de agentschappen en hun beroepsorganisatie aan het Brussels Observatorium van de Arbeidsmarkt en de Kwalificaties van Actiris dienen te verstrekken teneinde de transparantie van de arbeidsmarkt te garanderen, alsook de nadere regels voor hun overdracht;

4° de voorwaarden voor de kosteloze prestaties die Actiris levert inzake voorselectie van werkzoekenden die bij Actiris ingeschreven zijn en voor de toegang tot het in artikel 4, § 1, bedoelde elektronische netwerk voor gegevensuitwisseling;

5° de nadere regels inzake opvolging en begeleiding van de bijdragen van de particuliere bureaus voor arbeidsbemiddeling, met name via een begeleidingscomité bestaande uit onder andere Actiris en de werknemers en werkgeversvertegenwoordigers van de betreffende beroepssector of -sectoren;

6° de bureaus die bij het akkoord betrokken zijn;

7° de criteria voor evaluatie van de bijdragen;

8° de nadere regels voor evaluatie van de bijdragen.

Het akkoord wordt gesloten voor een of meer volledige kalenderjaren.

§ 4 — De door het akkoord bedoelde individuele samenwerking wordt verwezenlijkt in het kader van overeenkomsten gesloten tussen de betreffende particuliere bureaus voor arbeidsbemiddeling en Actiris, na advies van de ESRBHG, in uitvoering van het kaderakkoord, waarbij eventueel andere organismen of andere tewerkstellingsoperatoren worden betrokken.

§ 5 — De door het akkoord bedoelde collectieve bijdragen worden verwezenlijkt in het kader van overeenkomsten gesloten tussen Actiris en de betreffende beroepsvereniging of -verenigingen. De in dit artikel bedoelde overeenkomsten worden, na advies van de ESRBHG, gesloten ter uitvoering van het kaderakkoord.

§ 6 — Ter informatie bezorgt Actiris de ESRBHG een kopie van de in §§ 4 en 5 van dit artikel bedoelde overeenkomsten.

§ 7 — De uitvoering van de samenwerking bedoeld in dit artikel wordt geëvalueerd twee jaar na de inwerkingtreding van deze ordonnantie.

Daarna wordt ze jaarlijks geëvalueerd.

In geval van negatieve evaluatie, kan de Regering, op voorstel van de Minister belast met Werkgelegenheid en na advies van de adviescommissie inzake arbeidsbemiddeling als bedoeld in artikel 19, voor bepaalde duur de erkenning of de geregistreerde aangifte van het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling bedoeld in § 1 opschorten zodat de uitvoering van een samenwerking bij het tewerkstellingsbeleid mogelijk is.

HOOFDSTUK VIII. — Overlegprocedure

Art. 21. § 1 — Binnen de ESRBHG wordt een overlegplatform voor werkgelegenheid opgericht, met inzonderheid als opdrachten :

1° het overleg en de samenwerking te organiseren tussen Actiris, de met Actiris middels een overeenkomst verbonden operatoren en de overeenkomstig deze ordonnantie erkende particuliere bureaus voor arbeidsbemiddeling of bureaus met geregistreerde aangifte;

2° de samenwerking te bevorderen van de gezegde particuliere bureaus voor arbeidsbemiddeling bij de tenuitvoerlegging van het gewestelijke werkgelegenheidsbeleid in het kader van overeenkomsten met Actiris;

3° waken over de toepassing van de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling;

4° de tenuitvoerlegging opvolgen van deze ordonnantie;

5° aan de Regering voorstellen te doen betreffende het gemengd beheer van de arbeidsmarkt.

§ 2 — La composition et le fonctionnement de ladite plate-forme ainsi que les modalités du mandat de ses membres sont déterminés par le Gouvernement.

Elle comprend tout au moins des représentants :

- 1° du Gouvernement;
- 2° de l'Administration;
- 3° d'Actiris;
- 4° des agences d'emploi privées agréées ou disposant d'une déclaration enregistrée en application de la présente ordonnance;
- 5° des opérateurs d'emploi conventionnés avec Actiris;
- 6° des organisations représentatives des employeurs et des classes moyennes siégeant au CESRBC;
- 7° des organisations représentatives des travailleurs siégeant au CESRBC.

§ 3 — Le représentant du Gouvernement en assure la présidence.

CHAPITRE IX. — *Contrôle et sanctions*

Art. 22. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires désignés par le Gouvernement surveillent l'exécution de la présente ordonnance et de ses arrêtés d'exécution.

Ces fonctionnaires exercent cette surveillance conformément aux dispositions de l'ordonnance du 30 avril 2009 relative à la surveillance des législations en matière d'emploi qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces réglementations.

Art. 23. § 1^{er} — Sans préjudice des articles 269 à 274 du Code pénal, est punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 euros à 5.000 euros ou d'une de ces peines seulement :

1° toute personne qui, fût-ce en qualité de préposé ou de mandataire, fournit des activités d'emploi privées en Région de Bruxelles-Capitale sans :

a) disposer d'un agrément ou d'une déclaration enregistrée conformément à la présente ordonnance, ou dont l'agrément a été suspendu conformément à la présente ordonnance;

b) avoir conclu une convention avec Actiris;

2° toute personne qui, fût-ce en qualité de préposé ou de mandataire, occupe, sur le champ de compétence territoriale de la Région de Bruxelles-Capitale, des travailleurs mis à disposition ou placés par une agence d'emploi privée non agréée ou ne disposant pas d'une déclaration enregistrée conformément à la présente ordonnance;

3° toute personne qui, fût-ce en qualité de préposé ou de mandataire, exploite une agence d'emploi privée dans la Région de Bruxelles-Capitale sans respecter les obligations visées à l'article 6, alinéa 1^{er}, 1°, 3°, 5°, 7° et 11°, à l'article 12, 2°, 4° et 6° et à l'article 17, 2°, 4° à 6°, et 9°;

4° toute personne qui, fût-ce en qualité de préposé ou de mandataire, gère un opérateur d'emploi dans la Région de Bruxelles-Capitale sans respecter les obligations visées à l'article 6, alinéa 1^{er}, 1°, 3°, 5°, 7° et 11°;

5° toute personne exploitant une agence d'emploi privée ou gérant un opérateur d'emploi, qui, fût-ce en qualité de préposé ou de mandataire, commet des infractions aux arrêtés d'exécution de la présente ordonnance.

§ 2 — En cas d'infraction visée au § 1^{er}, l'amende est multipliée par le nombre de travailleurs recrutés, placés ou mis à disposition en violation de la présente ordonnance.

§ 3 — En cas de récidive, la peine visée au § 1^{er} est portée au double du maximum.

§ 4 — Toutes les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, à l'exception du chapitre V, s'appliquent aux infractions à la présente ordonnance. En cas de récidive, l'article 85 du Code pénal n'est toutefois pas d'application.

§ 5 — L'agence d'emploi privée, titulaire ou non d'un agrément ou d'une déclaration enregistrée, ainsi que l'opérateur d'emploi est civilement responsable du paiement des amendes pénales auxquelles sont condamnés ses préposés ou ses mandataires.

§ 2 — De Regering bepaalt de samenstelling en de werking van het gezegde platform, evenals de nadere regels betreffende het mandaat van zijn leden.

Het telt minstens vertegenwoordigers van :

- 1° de Regering;
- 2° het Bestuur;
- 3° Actiris;
- 4° de overeenkomstig deze ordonnantie erkende particuliere bureaus voor arbeidsbemiddeling of bureaus met geregistreerde aangifte;
- 5° de middels een overeenkomst met Actiris verbonden operatoren;
- 6° de representatieve werkgeversorganisaties en de middenstand-organisaties die zitting hebben in de ESRBHG;
- 7° de representatieve werknemersorganisaties die zitting hebben in de ESRBHG.

§ 3 — De vertegenwoordiger van de Regering neemt er het voorzitterschap van waar.

HOOFDSTUK IX. — *Toezicht en sancties*

Art. 22. Onverminderd de plichten van de officieren van gerechtelijke politie houden de door de Regering aangewezen ambtenaren toezicht op de uitvoering van deze ordonnantie en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Deze ambtenaren oefenen dit toezicht uit overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid die tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze reglementeringen.

Art. 23. § 1 — Onverminderd de artikelen 269 tot en met 274 van het Strafwetboek, worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met een geldboete van 100 euro tot 5.000 euro of met één van die straffen alleen :

1° iedere persoon die, zelfs als zaakgelastigde of mandataris, activiteiten van particuliere arbeidsbemiddeling uitoefent in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zonder :

a) te beschikken over een erkenning of over een geregistreerde aangifte overeenkomstig deze ordonnantie, of waarvan de erkenning overeenkomstig deze ordonnantie geschorst werd;

b) een met Actiris gesloten overeenkomst;

2° iedere persoon die, zelfs als zaakgelastigde of mandataris, op het territoriale bevoegdheidsgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werknemers tewerkstelt die ter beschikking worden gesteld of geplaatst door een particulier bureau voor arbeidsbemiddeling in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat niet beschikt over een erkenning of over een geregistreerde aangifte overeenkomstig deze ordonnantie;

3° iedere persoon die, zelfs als zaakgelastigde of mandataris, in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een particulier bureau voor arbeidsbemiddeling exploiteert zonder de verplichtingen na te leven als bedoeld in artikel 6, eerste lid, 1°, 3°, 5°, 7° en 11°, artikel 12, 2°, 4° en 6° en in artikel 17, 2°, 4° tot 6°, en 9°;

4° iedere persoon die, zelfs als zaakgelastigde of mandataris, in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een tewerkstellingsoperator beheert zonder de verplichtingen na te leven als bedoeld in artikel 6, eerste lid, 1°, 3°, 5°, 7° en 11°;

5° iedere persoon die, zelfs als zaakgelastigde of mandataris, een particulier bureau voor arbeidsbemiddeling exploiteert of een tewerkstellingsoperator beheert en inbreuken pleegt op de uitvoeringsbesluiten van deze ordonnantie.

§ 2 — Voor de in § 1 bedoelde inbreuken wordt de geldboete zoveel maal toegepast als er werknemers aangeworven zijn, bemiddeld of ter beschikking gesteld in strijd met deze ordonnantie.

§ 3 — In geval van herhaling wordt de straf bedoeld in § 1 op het dubbel van het maximum gebracht.

§ 4 — Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met uitzondering van hoofdstuk V, zijn van toepassing op de inbreuken vastgesteld krachtens deze ordonnantie. In geval van herhaling is artikel 85 van het Strafwetboek evenwel niet van toepassing.

§ 5 — Het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling, al dan niet houder van een erkenning of van een geregistreerde aangifte, alsook de tewerkstellingsoperator, is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de strafrechtelijke geldboetes waartoe zijn aangestelden of lasthebbers zijn veroordeeld.

§ 6 — L'action publique résultant des infractions aux dispositions de la présente ordonnance se prescrit par cinq ans à compter du fait qui a donné naissance à l'action.

Art. 24. En cas d'infraction visée à l'article 23, § 1^{er}, une amende administrative de 125 euros à 6.200 euros peut être infligée, selon la procédure et aux conditions fixées par l'ordonnance du 30 avril 2009 relative à la surveillance des législations en matière d'emploi qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces réglementations.

L'amende administrative est appliquée autant de fois qu'il y a de travailleurs recrutés, placés ou mis à disposition en violation de ces dispositions, sans que son montant ne puisse excéder 20.000 euros.

En cas de récidive dans l'année qui suit une décision infligeant une amende administrative, les montants visés aux alinéas 1^{er} et 2 peuvent être doublés.

CHAPITRE X. — Dispositions modificatives, abrogatoires et transitoires

Section 1^{re}. — Dispositions modificatives

Sous-section 1^{re}. — Ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'Emploi

Art. 25. Dans l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'Emploi, après l'article 36sexies, il est inséré un chapitre VI^{ter}, comprenant l'article 36septies, et rédigé comme suit :

« Chapitre VI^{ter} — Fonds de promotion de l'emploi

Art. 36septies — Il est créé au sein de l'Office régional bruxellois de l'Emploi un fonds de promotion de l'emploi. Ce fonds a pour mission de favoriser la mise à l'emploi de travailleurs défavorisés.

L'on entend par travailleur défavorisé :

1° tout jeune de moins de 25 ans qui n'a pas auparavant trouvé sa première activité régulière rémunérée, pendant les six premiers mois suivant son recrutement;

2° toute personne atteinte d'un grave handicap résultant d'une déficience physique, mentale ou psychologique et cependant capable d'entrer sur le marché du travail;

3° tout travailleur migrant qui se déplace ou s'est déplacé à l'intérieur de l'Union européenne ou séjourne dans l'Union européenne pour y trouver un emploi et qui a besoin d'une formation professionnelle ou linguistique;

4° toute personne souhaitant réintégrer le marché du travail après une pause d'au moins trois ans, notamment toute personne qui a cessé de travailler en raison des difficultés auxquelles elle se heurtait pour concilier sa vie professionnelle et sa vie de famille, pendant les six premiers mois suivant son recrutement;

5° toute personne de plus de 45 ans n'ayant pas atteint le niveau du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou un niveau équivalent;

6° tout chômeur de longue durée, notamment toute personne sans emploi depuis douze mois consécutifs, pendant les six premiers mois suivant son recrutement. »

Sous-section 2. — Ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi

Art. 26. Dans l'article 19, § 5, de l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi, les mots « ou d'une déclaration enregistrée ou étant lié par une convention avec Actiris » sont insérés entre les mots « d'un agrément » et les mots « , est civilement responsable ».

Art. 27. Dans l'article 19/1 de la même ordonnance, les mots « du [...] relative à » sont remplacés par le mots « du 30 avril 2009 relative à ».

§ 6 — De strafvordering met betrekking tot de in deze ordonnantie omschreven inbreuken verjaart door verloop van vijf jaar na het feit waaruit de vordering is ontstaan.

Art. 24. In geval van inbreuk zoals bedoeld in artikel 23, § 1, kan een administratieve geldboete worden opgelegd van 125 euro tot 6.200 euro in overeenstemming met de procedure en de voorwaarden zoals vastgelegd door de ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid die tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze reglementeringen.

De administratieve geldboete wordt toegepast zoveel maal als er werknemers in strijd met die bepalingen worden aangeworven, bemiddeld of ter beschikking gesteld, zonder dat het bedrag ervan hoger mag zijn dan 20.000 euro.

Bij herhaling binnen het jaar dat volgt op een beslissing die een administratieve boete oplegt, kunnen de bedragen bedoeld in het eerste en tweede lid worden verdubbeld.

HOOFDSTUK X. — Wijzigings-, opheffings- en overgangsbepalingen

Afdeling 1. — Wijzigingsbepalingen

Onderafdeling 1. — Ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van de Brusselse gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling

Art. 25. In de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van de Brusselse gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling wordt na artikel 36sexies een hoofdstuk VI^{ter} ingevoegd, dat het artikel 36septies bevat, luidende :

« Hoofdstuk VI^{ter} — Fonds ter bevordering van de Werkgelegenheid

Art. 36septies — Er wordt, in de schoot van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, een Fonds ter Bevordering van de Werkgelegenheid opgericht. Dit fonds heeft tot taak de tewerkstelling van benadeelde werknemers te bevorderen.

Onder benadeelde werknemer wordt verstaan :

1° elke persoon jonger dan 25 jaar die geen reguliere betaalde betrekking heeft gevonden, gedurende de eerste zes maanden na zijn aanwerving;

2° elke persoon met een zware handicap van fysieke, mentale of psychologische aard en die toch in staat is om de arbeidsmarkt te betreden;

3° elke migrerende werknemer die zich binnen de Europese Unie verplaatst of verplaatst heeft of die verblijf houdt in de Europese Unie teneinde een betrekking te vinden en die een beroeps- of taalopleiding behoeft;

4° elke persoon die de arbeidsmarkt opnieuw wenst te betreden na een onderbreking van minstens drie jaar, inzonderheid elke persoon die zijn baan heeft opgegeven omdat beroepsleven en gezinsleven moeilijk verenigbaar waren, zulks gedurende de eerste zes maanden na zijn aanwerving;

5° elke persoon ouder dan 45 jaar die geen diploma van hoger middelbaar onderwijs of een gelijkwaardig diploma heeft behaald;

6° elke langdurig werkloze, inzonderheid elke persoon die gedurende twaalf maanden onafgebroken werkloos was, zulks gedurende de eerste zes maanden na zijn aanwerving. »

Onderafdeling 2. — Ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling

Art. 26. In artikel 19, § 5, van de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling, worden de woorden « van een geregistreerde aangifte of die door een overeenkomst met Actiris verbonden is » ingevoegd tussen de woorden « van een erkenning » en de woorden « , is burgerrechtelijk aansprakelijk ».

Art. 27. In artikel 19/1 van dezelfde ordonnantie worden de woorden « van [...] betreffende » vervangen door de woorden « van 30 april 2009 betreffende ».

Sous-section 3. — Ordonnance du 27 novembre 2008 relative au soutien des missions locales pour l'emploi et des « lokale werkwinkels »

Art. 28. A l'article 2 de l'ordonnance du 27 novembre 2008 relative au soutien des missions locales pour l'emploi et des « lokale werkwinkels », les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° « partenaire habilité » : le partenaire d'Actiris agréé en vertu de la présente ordonnance, les organismes locaux d'insertion socioprofessionnelle ainsi que les ateliers de recherche active d'emploi, notamment les associations sans but lucratif qui ont conclu avec Actiris une convention pour mener les activités d'aide à la recherche active d'emploi »;

2° au point 6°, les mots « visées à l'article 3, 1°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 avril 2004 » sont remplacés par les mots « qui ont conclu avec Actiris une convention pour mener les activités d'emploi intégrées aux actions d'insertion socioprofessionnelle »;

3° au point 8°, les mots « l'ordonnance du 26 juin 2003 » sont remplacés par les mots « l'ordonnance du [...] »;

4° le point 9° est abrogé.

Art. 29. Dans l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, de la même ordonnance, le point 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° bénéficiaire, en vertu de l'article 4, § 2, 4°, de l'ordonnance gestion mixte, de l'autorisation pour exercer les activités visées par ladite ordonnance; ».

Art. 30. Dans l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, de la même ordonnance, le point 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° bénéficiaire, en vertu de l'article 4, § 2, 4°, de l'ordonnance gestion mixte, de l'autorisation pour exercer les activités visées par ladite ordonnance; ».

Art. 31. Dans l'article 20 de la même ordonnance, le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er} — L'association visée à l'article 3, § 1^{er}, qui, à la date de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, est liée par une convention avec Actiris et bénéficie de subsides à ce titre, conserve le bénéfice de ces subsides et de cette convention, durant une période de deux ans prenant cours le jour de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance. ».

Sous-section 4. — Ordonnance du 30 avril 2009 relative à la surveillance des législations en matière d'emploi qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces réglementations

Art. 32. A l'article 3, 2°, a) de l'ordonnance du 30 avril 2009 relative à la surveillance des législations en matière d'emploi qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces réglementations, les mots « du 26 juin 2003 » sont remplacés par les mots « du [...] ».

Section 2. — Disposition abrogatoire

Art. 33. L'ordonnance du 26 juin 2003 relative à la gestion mixte du marché de l'emploi dans la Région de Bruxelles-Capitale, modifiée par les ordonnances du 27 novembre 2008 et du 30 avril 2009, est abrogée.

Section 3. — Dispositions transitoires

Art. 34. Sans préjudice des dispositions de l'article 12, l'agence de travail intérimaire disposant d'un agrément ou d'une autorisation en vertu de l'ordonnance du 26 juin 2003 relative à la gestion mixte du marché de l'emploi dans la Région de Bruxelles-Capitale en date de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, est présumée respecter les dispositions de l'article 7 et bénéficier de l'agrément visé à l'article 13, § 3, à condition qu'elle démontre le respect des autres conditions et ce, dans un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités pour la fourniture de la preuve et la procédure à suivre à cet effet.

Sans préjudice des dispositions de l'article 17, l'agence d'emploi privée fournissant des activités d'emploi privées visées à l'article 3, 4°, et disposant d'un agrément ou d'une autorisation en vertu de l'ordonnance du 26 juin 2003 relative à la gestion mixte du marché de

Onderafdeling 3. — Ordonnantie van 27 november 2008 betreffende de ondersteuning van de « missions locales pour l'emploi » en de lokale werkwinkels

Art. 28. In artikel 2 van de ordonnantie van 27 november 2008 betreffende de ondersteuning van de « missions locales pour l'emploi » en de lokale werkwinkels worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 5° wordt vervangen als volgt :

« 5° « gemachtigde partner » : de partner van Actiris erkend krachtens deze ordonnantie, de plaatselijke instellingen voor socio-professionele inschakeling, alsook de ateliers voor het actief zoeken naar werk, met name de verenigingen zonder winstoogmerk die met Actiris een overeenkomst hebben gesloten voor het uitoefenen van activiteiten inzake het actief zoeken naar werk »;

2° in het 6°, worden de woorden « als bedoeld in artikel 3, 1°, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 april 2004 » vervangen door de woorden « die een overeenkomst hebben gesloten met Actiris voor het uitoefenen van tewerkstellingsactiviteiten geïntegreerd in de acties voor socio-professionele inschakeling »;

3° in het 8°, worden de woorden « de ordonnantie van 26 juni 2003 » vervangen door de woorden « de ordonnantie van [...] »;

4° het 9° wordt opgeheven.

Art. 29. In artikel 7, § 1, tweede lid, van dezelfde ordonnantie, wordt de bepaling onder 4° vervangen als volgt :

« 4° krachtens artikel 4, § 2, 4°, van de ordonnantie gemengd beheer, de toelating genieten om activiteiten te verrichten als bedoeld in gezegde ordonnantie; ».

Art. 30. In artikel 9, § 1, tweede lid, van dezelfde ordonnantie, wordt de bepaling onder 4° vervangen als volgt :

« 4° krachtens artikel 4, § 2, 4°, van de ordonnantie gemengd beheer, de toestemming hebben om activiteiten te verrichten als bedoeld in gezegde ordonnantie; ».

Art. 31. In artikel 20 van dezelfde ordonnantie wordt § 1 vervangen als volgt :

« § 1 — De vereniging als bedoeld in artikel 3, § 1, die op datum van inwerkingtreding van deze ordonnantie door een overeenkomst met Actiris verbonden is en hiervoor subsidies ontvangt, behoudt het voordeel van die subsidies en van die overeenkomst gedurende een periode van twee jaar te rekenen vanaf de dag van inwerkingtreding van deze ordonnantie. ».

Onderafdeling 4. — Ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid die tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze reglementeringen

Art. 32. In artikel 3, 2°, a) van de ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid die tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze reglementeringen, worden de woorden « van 26 juni 2003 » vervangen door de woorden « van [...] ».

Afdeling 2. — Opheffingsbepaling

Art. 33. De ordonnantie van 26 juni 2003 betreffende het gemengd beheer van de arbeidsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij de ordonnanties van 27 november 2008 en 30 april 2009, wordt opgeheven.

Afdeling 3. — Overgangsbepalingen

Art. 34. Onverminderd het bepaalde van artikel 12, wordt het uitzendbureau dat op datum van inwerkingtreding van deze ordonnantie erkend of vergund is krachtens de ordonnantie van 26 juni 2003 betreffende het gemengd beheer van de arbeidsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, geacht te voldoen aan de bepalingen van artikel 7 en geniet de erkenning als bedoeld in artikel 13, § 3, op voorwaarde dat het binnen een termijn van zes maanden vanaf de inwerkingtreding van deze ordonnantie aantoont dat het de overige voorwaarden daarvan vervult.

De Regering kan nadere regels bepalen met betrekking tot het daartoe te leveren bewijs en de daartoe te volgen procedure.

Onverminderd het bepaalde van artikel 17, mag het particulier bureau voor arbeidsbemiddeling dat activiteiten van particuliere arbeidsbemiddeling als bedoeld in artikel 3, 4°, verricht, en dat op datum van inwerkingtreding van deze ordonnantie erkend of vergund

l'emploi dans la Région de Bruxelles-Capitale en date de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, peut continuer à exercer son activité sur le champ de compétence territoriale de la Région de Bruxelles-Capitale après l'entrée en vigueur de la présente ordonnance jusqu'à ce que la déclaration soit enregistrée, à condition que ladite déclaration soit faite dans un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

CHAPITRE XI. — Dispositions finales

Art. 35. La présente ordonnance entre en vigueur à la date déterminée par le Gouvernement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 5, 2^o, et 28 à 31 inclus, entrent en vigueur à la date de l'entrée en vigueur des articles 1^{er} à 14 inclus, 16 et 17 et 19 à 21 inclus de l'ordonnance du 27 novembre 2008 relative au soutien des missions locales pour l'emploi et des « lokale werkinkels ».

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 25 produit ses effets le 1^{er} juillet 2004.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juillet 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, et de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, la Fonction publique et des Relations extérieures,

J.-L. VANRAES

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente et du Logement,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports,

Mme B. GROUWELS

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique,

B. CEREXHE

Notes

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2010-2011

A-184/1 Projet d'ordonnance

A-184/2 Rapport

A-184/3 Amendements après rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 1^{er} juillet 2011.

is krachtens de ordonnantie van 26 juni 2003 betreffende het gemengd beheer van de arbeidsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zijn activiteit op het territoriale bevoegdheidsgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest blijven uitoefenen na de inwerkingtreding van deze ordonnantie totdat de aangifte wordt geregistreerd, op voorwaarde dat genoemde aangifte wordt verricht binnen een termijn van zes maanden, vanaf de datum van inwerkingtreding van deze ordonnantie.

HOOFDSTUK XI. — Slotbepalingen

Art. 35. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze ordonnantie.

In afwijking van het eerste lid, treden de artikelen 5, 2^o, en 28 tot en met 31 in werking op de datum van inwerkingtreding van de artikelen 1 tot en met 14, 16 en 17 en 19 tot en met 21 van de ordonnantie van 27 november 2008 betreffende de ondersteuning van de « missions locales pour l'emploi » en de lokale werkinkels.

In afwijking van het eerste lid, treedt artikel 25 in werking op 1 juli 2004.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2011.

De Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Nethheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J.-L. VANRAES

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken en Vervoer,

Mevr. B. GROUWELS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,

B. CEREXHE

Nota's

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2010-2011

A-184/1 Ontwerp van ordonnantie

A-184/2 Verslag

A-184/3 Amendementen na verslag.

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 1 juli 2011.

MINISTERIE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2011 — 2047

[C — 2011/31386]

20 JUILLET 2011. — Ordonnance modifiant diverses ordonnances dans le cadre de la création d'une administration fiscale au sein du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. L'article 40 de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement est remplacé par ce qui suit :

« Art. 40. — En cas de non-paiement de l'amende, une contrainte est décernée par le fonctionnaire désigné à cet effet par le Gouvernement.

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2011 — 2047

[C — 2011/31386]

20 JULI 2011. — Ordonnantie tot wijziging van diverse ordonnanties in het kader van de oprichting van een fiscale administratie binnen het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Het Brussels Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 40 van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu wordt vervangen als volgt :

« Art. 40. — Als de geldboete niet wordt betaald, vaardigt de door de Regering aangewezen ambtenaar een dwangbevel uit.